

MEMORIAL

**Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg**

**MEMORIAL**

**Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg**

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 825**28 septembre 2001****SOMMAIRE**

Alpha Transporting Transatlantique International S.A., Luxembourg	39588	Carocar S.A., Luxembourg	39597
Alpha Transporting Transatlantique International S.A., Luxembourg	39589	CC Immo, S.à r.l., Grevenmacher	39598
Antlo S.A., Luxembourg	39588	Ceraton Holding S.A., Luxembourg	39592
Antlo S.A., Luxembourg	39588	Ceraton Holding S.A., Luxembourg	39592
Association des Sapeurs-Pompiers de la Commune de Biver, A.s.b.l., Biver	39570	Ceraton Holding S.A., Luxembourg	39593
Balanced Portfolio A 2/08	39561	Ceraton Holding S.A., Luxembourg	39593
Balanced Portfolio B 2/08	39561	CIR International S.A., Luxembourg	39587
Balbis S.A.H., Luxembourg	39590	Compagnie Investissement Europe Holding Luxembourg S.A.H., Luxembourg	39556
Balbis S.A.H., Luxembourg	39590	DB Systèmes S.A., Bertrange	39595
Bantléon Eur-Dynamic Invest S.A., Luxembourg ..	39590	Dicam World Wide Investment Fund, Sicav, Luxembourg	39597
Bantléon Invest S.A., Luxembourg	39590	DTZ Consulting Luxembourg S.A., Howald	39586
Bantléon US-Benchmark Invest S.A., Luxembourg	39591	F&C Emerging Markets Umbrella Fund, Sicav, Luxembourg	39559
Beamway Holdings S.A., Luxembourg	39560	FEC, Financière Européenne de Capitalisation S.A., Luxembourg	39559
Bellery Holding S.A., Luxembourg	39591	Finint Finance Holding S.A., Luxembourg	39596
Belux Immo S.A., Luxembourg	39592	Flavius Holding S.A., Luxembourg	39559
Belux Immo S.A., Luxembourg	39592	Fortis L Universal Fund, Sicav, Luxembourg	39554
Betula S.A., Luxembourg	39594	Heralda S.A.H., Luxembourg	39555
Betula S.A., Luxembourg	39594	Interselex International, Sicav, Luxembourg	39555
Blackacre Luxembourg, S.à r.l., Luxembourg	39598	Jedodial Food S.A., Luxembourg	39556
Blackacre Luxembourg, S.à r.l., Luxembourg	39600	Jorano S.A., Luxembourg	39554
Blairmont S.A., Luxembourg	39591	Kepler Software S.A., Luxembourg	39558
Britax International S.A., Luxembourg	39594	Leska S.A.H., Luxembourg	39555
BSI-Multinvest, Sicav, Luxembourg	39591	Ludovica S.A.H., Luxembourg	39558
Business Angel Venture S.A. (B.A. Venture S.A.), Luxembourg	39595	Oppenheim Portfolio G	39561
By-Hard Finances S.A., Luxembourg	39589	Portunus Investments Holding S.A., Luxembourg ..	39557
CA European Bond Advisor S.A., Luxembourg	39595	Priton Fund (Japan)	39554
CA European Bond S.A., Luxembourg	39594	Quirinus International Holding S.A., Luxembourg ..	39558
Cabri Luxembourg, S.à r.l., (Songeur Diffusion Luxembourg, S.à r.l.), Blaschette	39596	Sea-Land Financing & Contracting S.A.H., Luxembourg	39557
Canillac Holding S.A., Luxembourg	39596	Sefipar S.A.H., Luxembourg	39557
Canillac Holding S.A., Luxembourg	39596	Venturi S.A., Luxembourg	39575
Capifin S.C.A., Luxembourg	39556	Watsons Water (Luxembourg) Investments, S.à r.l., Luxembourg	39578
Caralto Holding S.A., Luxembourg	39595	World Tech S.A., Luxembourg	39574
Careas S.A., Luxembourg	39560	World Tech S.A., Luxembourg	39574
Carocar S.A., Luxembourg	39597	Z-Ventures S.A., Luxembourg	39582
Carocar S.A., Luxembourg	39597		

PRITON FUND (JAPAN), Fonds Commun de Placement.

NOTICE OF CLOSURE OF LIQUIDATION

The liquidation of the Fund was closed on 28th of August, 2001 by decision of the board of directors of BEAR STEARNS ASSET MANAGEMENT (LUXEMBOURG) S.A. (the «Management Company») acting as liquidator of the Fund.

All the liquidation proceeds have been paid to the unitholders entitled thereto and, accordingly, no amount has been deposited at the Caisse des Consignations in Luxembourg.

The documents and accounts of the Fund will remain deposited at the offices of CREDIT AGRICOLE INDOSUEZ LUXEMBOURG, 39, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, for a period of five years.

(04470/755/12)

The Board of Directors.

JORANO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R. C. Luxembourg B 21.220.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 16 octobre 2001 à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 30 juin 2001, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 juin 2001.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

I (04363/005/16)

Le Conseil d'Administration.

FORTIS L UNIVERSAL FUND, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2951 Luxembourg, 50, avenue J.F. Kennedy.

R. C. Luxembourg B 58.939

Le quorum de présence requis par l'article 67-1 de la Loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée par la Loi du 7 septembre 1987 (moitié au moins du capital de la Société présent ou représenté) n'ayant pas été atteint lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 27 septembre 2001, une

SECONDE ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

se tiendra le mercredi 31 octobre 2001 à 15.00 heures, dans les locaux de la BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG S.A., sis 41, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

Ordre du jour:

1. Approbation du projet de fusion/absorption, tel que publié au Mémorial le 17 août 2001 et prenant effet le 2 novembre 2001, de la Société par la SICAV FORTIS L FUND.
2. Dissolution de la Société sans liquidation par apport de ses avoirs à FORTIS L FUND prenant effet le 2 novembre 2001.
3. Décharge aux Administrateurs jusqu'à la date de la présente Assemblée.
4. Divers.

Conformément aux articles 263 et 67-1 de la Loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée par la Loi du 7 septembre 1987, l'Assemblée pourra valablement délibérer quel que soit le capital présent ou représenté. Les décisions devront être prises par les deux tiers au moins des voix des actionnaires présents ou représentés.

Pour pouvoir assister ou être représentés à l'assemblée, les propriétaire d'actions au porteur devront faire part de leur désir d'assister à l'assemblée et sont priés de déposer leurs actions, cinq jours francs au moins avant la réunion, aux guichets des agences suivantes:

Au Grand-Duché du Luxembourg: BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG S.A
 En Belgique: FORTIS BANQUE
 Aux Pays-Bas: MEESPIERSON N.V.

I (04438/584/31)

Le Conseil d'Administration.

HERALDA S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 15.872.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
qui aura lieu le 17 octobre 2001 à 15.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 30 juin 2001, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 juin 2001.
4. Décision sur la continuation de l'activité de la société en relation avec l'article 100 sur la législation des sociétés.
5. Divers.

I (04394/005/16)

Le Conseil d'Administration.

LESKA S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 21.222.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
qui aura lieu le 16 octobre 2001 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 30 juin 2001, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 juin 2001.
4. Divers.

I (04395/005/15)

Le Conseil d'Administration.

INTERSELEX INTERNATIONAL, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2951 Luxembourg, 14, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 26.935

Le quorum de présence requis par l'article 67-1 de la Loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée par la Loi du 7 septembre 1987 (moitié au moins du capital de la Société présent ou représenté) n'ayant pas été atteint lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 27 septembre 2001, une

SECONDE ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

se tiendra le mercredi 31 octobre 2001 à 15.00 heures, dans les locaux de la BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG S.A., sis 41, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

Ordre du jour:

1. Approbation du projet de fusion/absorption, tel que publié au Mémorial le 17 août 2001 et prenant effet le 2 novembre 2001, de la Société par la SICAV FORTIS L FUND.
2. Dissolution de la Société sans liquidation par apport de ses avoirs à FORTIS L FUND prenant effet le 2 novembre 2001.
3. Décharge aux administrateurs jusqu'à la date de la présente Assemblée.
4. Divers.

Conformément aux articles 263 et 67-1 de la Loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée par la Loi du 7 septembre 1987, l'Assemblée pourra valablement délibérer quel que soit le capital présent ou représenté. Les décisions devront être prises par les deux tiers au moins des voix des actionnaires présents ou représentés.

Pour pouvoir assister ou être représentés à l'assemblée, les propriétaire d'actions au porteur devront faire part de leur désir d'assister à l'assemblée et sont priés de déposer leurs actions, cinq jours francs au moins avant la réunion, aux guichets des agences suivantes:

Au Grand-Duché du Luxembourg: BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG S.A.

I (04439/584/29)

Le Conseil d'Administration.

39556

JEDODIAL FOOD S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-1475 Luxembourg, 7, rue du Saint Esprit.
R. C. Luxembourg B 36.240.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à
l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
qui se tiendra le 17 octobre 2001 à 10.00 heures au siège social.

Ordre du jour:

1. Rapport du liquidateur;
2. Nomination d'un commissaire-vérificateur;
3. Convocation d'une assemblée générale extraordinaire par-devant Maître Schroeder en date du 16 novembre 2001 ayant pour ordre du jour:
 1. Rapport du commissaire-vérificateur;
 2. Approbation des comptes de liquidation;
 3. Décharge au liquidateur et au commissaire-vérificateur;
 4. Clôture de la liquidation;
 5. Désignation de l'endroit où les livres et documents seront déposés et conservés pendant une durée de 5 ans.
 6. Indication des mesures prises en vue de la consignation des sommes et valeurs revenant aux créanciers ou aux associés et dont la remise ne pourrait leur être faite.

I (04397/595/21)

Le liquidateur.

CAPIFIN S.C.A., Société en Commandite par Actions.
Siège social: L-2520 Luxembourg, 39, allée Scheffer.
R. C. Luxembourg B 64.948.

La Gérance a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
qui aura lieu le 15 octobre 2001 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports de la Gérance, du Conseil de Surveillance et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 mai 2001, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner à la Gérance, au Conseil de Surveillance, et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 mai 2001.
4. Conversion de la devise du capital de Francs français en Euros à partir de l'exercice social commençant le 1^{er} juin 2001, conformément aux conditions d'application de la loi du 10 décembre 1998.
5. Divers.

I (04431/005/17)

La Gérance.

**COMPAGNIE INVESTISSEMENT EUROPE HOLDING LUXEMBOURG S.A.H.,
Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2952 Luxembourg, 22, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 32.283.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à
l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE
qui se tiendra le jeudi 18 octobre 2001 à 10.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Modification de la dénomination sociale de la société en COMPAGNIE INVESTISSEMENT EUROPE HOLDING LUXEMBOURG S.A.
- Modification de l'objet social de la société qui aura désormais la teneur suivante:
La société a pour objet social la souscription, la prise de participation, le financement et l'intérêt financier, sous quelque forme que ce soit, dans toute société, société de participation, de tout consortium ou groupement d'entreprises, luxembourgeois ou étrangers, ainsi que la gestion des fonds mis à sa disposition, le contrôle, la gestion et la mise en valeur de ses participations.
La société peut faire toutes opérations mobilières, immobilières, commerciales et financières, se rapportant directement ou indirectement à son objet social.
- Changement de la monnaie d'expression du capital social de la société de francs luxembourgeois en euros avec effet au 1^{er} janvier 2001, au cours de 1 EUR pour 40,3399 LUF, le nouveau capital de la société s'élevant à EUR 257.809,27.
- Suppression de la valeur nominale des actions.
- Augmentation du capital de la société à concurrence de cent cinquante-huit mille cent quatre-vingt-dix Euros et soixante-treize Eurocentimes (EUR 158.190,73) pour le porter de son montant actuel de deux cent cinquante-sept

mille huit cent neuf Euros et vingt-sept Eurocentimes (257.809,27 EUR) à quatre cent seize mille Euros (416.000,- EUR) par incorporation d'une partie des résultats reportés, de sorte que le capital sera de quatre cent seize mille Euros (416.000,- EUR)

- Fixation de la valeur nominale des actions à quarante Euros (40,- EUR) chacune de sorte que le capital social de la société fixé à quatre cent seize mille Euros (416.000,- EUR) soit représenté par dix mille quatre cents (10.400) actions d'une valeur nominale de quarante Euros (40,- EUR) chacune.
- Autorisation à conférer au Conseil d'Administration d'augmenter le capital à quatre millions d'Euros (EUR 4.000.000,-), représenté par cent mille (100.000) actions d'une valeur nominale de quarante Euros (40,- EUR) chacune.
- Modification afférente des articles 1, 4 et 5 des statuts.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

I (04465/755/38)

Le Conseil d'Administration.

SEA-LAND FINANCING & CONTRACTING, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2314 Luxembourg, 2A, place de Paris.
R. C. Luxembourg B 45.386.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE

de la société qui aura lieu le mardi 9 octobre 2001 à 14.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du conseil d'administration pour l'exercice 2000.
2. Rapport du commissaire aux comptes.
3. Approbation du bilan et des comptes de pertes et profits de l'exercice 2000.
4. Décharge au conseil d'administration.
5. Décharge au commissaire.
6. Nomination d'un nouveau conseil d'administration.
7. Nomination d'un nouveau commissaire aux comptes.
8. Divers.

II (04267/268/18)

Le conseil d'administration.

SEFIPAR S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 28.854.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 9 octobre 2001 à 10.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 juin 2001.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

II (04270/534/15)

Le Conseil d'Administration.

PORTUNUS INVESTMENTS HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.
R. C. Luxembourg B 62.264.

Messieurs les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 9 octobre 2001 à 14.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- a. rapport du Conseil d'Administration sur les exercices clôturés aux 30 juin 1999, 2000 et 2001;
- b. rapport du Commissaire de surveillance;
- c. lecture et approbation du Bilan et du Compte de Profits et Pertes arrêtés aux 30 juin 1999, 2000 et 2001;
- d. affectation du résultat;
- e. décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire de surveillance;
- f. conversion du capital social en Euros;

- g. démission d'un Administrateur et nomination de son remplaçant;
- h. remplacement du Commissaire de surveillance de la société;
- i. divers.

II (04271/045/19)

Le Conseil d'Administration.

QUIRINUS INTERNATIONAL HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.

R. C. Luxembourg B 62.265.

Messieurs les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 9 octobre 2001 à 11.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- a. rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice 2000-2001;
- b. rapport du Commissaire de surveillance;
- c. lecture et approbation du Bilan et du Compte de Profits et Pertes arrêtés au 30 juin 2001;
- d. affectation du résultat;
- e. décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
- f. démission d'un Administrateur et nomination de son remplaçant;
- g. démission du Commissaire aux Comptes et nomination de son remplaçant;
- h. divers.

II (04272/045/18)

Le Conseil d'Administration.

LUDOVICA S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R. C. Luxembourg B 37.306.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le jeudi 11 octobre 2001 à 10.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 30 juin 2001 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Autorisation à conférer au Conseil d'Administration de convertir le capital social de la société de BEF en Euro dans le cadre de la loi du 10 décembre 1998,
- Nominations statutaires.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

II (04305/755/19)

Le Conseil d'Administration.

KEPLER SOFTWARE S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 21, boulevard de la Pétrusse.

R. C. Luxembourg B 78.267.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social en date du vendredi, 5 octobre 2001 à 16.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2000.
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

II (04381/783/14)

Le Conseil d'Administration.

FLAVIUS HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3B, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 65.283.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de la société qui se tiendra le 9 octobre 2001 à 10.00 heures au siège avec pour

Ordre du jour:

- Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire;
- Approbation du bilan et du compte de Profits et Pertes arrêtés au 31.12.2000;
- Affectation du résultat au 31.12.2000;
- Suppression de la valeur nominale des actions;
- Proposition d'augmentation de capital et de sa conversion en euros et modification subséquente de l'article 5 des statuts pour le mettre en concordance avec les résolutions qui précèdent;
- Quitus aux administrateurs et au commissaire;
- Démission et nomination d'un administrateur;
- Divers.

Pour assister à cette Assemblée, Messieurs les Actionnaires, sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au Siège Social.

Le Conseil d'Administration

Signature

II (04317/531/23)

F&C EMERGING MARKETS UMBRELLA FUND, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: L-1724 Luxembourg, 33, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 47.732.

Notice is hereby given to the holders of shares in F&C EMERGING MARKETS UMBRELLA FUND (the «Fund») that a

GENERAL MEETING

of the Fund will be held at the registered office of the Fund on 8 October 2001 at 10.00 a.m., with the following agenda:

Agenda:

- To elect the following persons as directors, each to hold office until the next Annual General Meeting and until his or her successor is duly elected and qualified:
Mr. Mailson Ferreira da Nobrega; Mr. Michael Gabriel.

There is no quorum required for this meeting and the resolution shall be approved by a simple majority of the shares represented at the meeting.

Only shareholders on record at the close of business on 3 October 2001 are entitled to vote at the General Meeting of shareholders and at any adjournments thereof.

Shareholders may vote in person or by proxy. Proxy forms are available upon request at the registered office of the Fund. To be valid, proxies should be received by F&C, B.P. 2344, L-1023 Luxembourg no later than 3 October 2001.

II (04352/801/20)

On behalf of the Board of Directors.

FEC, FINANCIERE EUROPEENNE DE CAPITALISATION S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 10, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 62.398.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des actionnaires qui se tiendra le 1^{er} octobre 2001 à 11.00 heures au siège social de la société et qui aura pour ordre du jour:

Ordre du jour:

- rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux comptes.
- approbation du bilan et du compte de pertes et profits arrêtés au 30 juin 2001.
- affectation du résultat.
- quitus aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes.
- nominations statutaires.
- divers.

II (04378/019/17)

Le Conseil d'Administration.

BEAMWAY HOLDINGS S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 17.708.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le mardi 9 octobre 2001 à 15.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 30 juin 2001 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Renouvellement du mandat des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

II (04310/755/17)

Le Conseil d'Administration.

CAREAS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1616 Luxembourg, 5, place de la Gare.
R. C. Luxembourg B 48.768.

L'an deux mille un, le quatorze août.

Par-devant Maître Paul Decker, notaire de résidence à Luxembourg-Eich.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme CAREAS S.A. une société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social à L-1616 Luxembourg, 5, place de la Gare,

constituée, suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 20 septembre 1994, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations, numéro 537 du 21 décembre 1994,

modifié suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 17 janvier 2001, non encore publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations,

inscrite au registre de commerce et des sociétés près le tribunal d'arrondissement de Luxembourg, section B sous le numéro 48.768.

L'assemblée générale extraordinaire est ouverte à 11.00 heures sous la présidence de Monsieur François Meres, directeur, demeurant à L-1616 Luxembourg, 5, place de la Gare.

Le président nommé secrétaire Mademoiselle Anne Rose Göbel, employée privée, demeurant à L-1616 Luxembourg, 5, place de la Gare.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Laurence Parriere, employée, demeurant à Freux (Belgique).

Le bureau de l'assemblée ayant ainsi été constitué, le président déclare et requiert le notaire d'acter que:

I) L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

- 1.- Rapport du Commissaire à la liquidation.
- 2.- Décharge aux Administrateurs, au liquidateur et au commissaire à la liquidation.
- 3.- Clôture de la liquidation.
- 4.- Indication de l'endroit où seront déposés et conservés pendant cinq ans les livres et documents sociaux.

II) Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions des actionnaires, sont renseignés sur une liste de présence, laquelle, signée par les actionnaires présents et les mandataires des actionnaires représentés, par les membres du bureau de l'assemblée et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Les procurations des actionnaires représentés, signées ne varietur par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés, les membres du bureau et le notaire instrumentaire, resteront aussi annexées au présent acte.

III) Il résulte de ladite liste de présence que l'intégralité du capital social est présente ou représentée à la présente assemblée générale extraordinaire.

IV) Le président constate que la présente assemblée est constituée régulièrement et peut valablement délibérer sur les points de l'ordre du jour.

Le président soumet ensuite au vote des membres de l'assemblée les résolutions suivantes qui ont été toutes prises à l'unanimité des voix.

Première résolution.

L'assemblée générale approuve le rapport du Commissaire à la liquidation soumis à l'Assemblée.

Deuxième résolution.

L'assemblée générale adopte les comptes de liquidation et donne décharge pleine et entière au liquidateur Monsieur Gérard Dardenne, sous-directeur, demeurant à B-6630 Martelange, 1, Drève de la Sapinière, et au Commissaire à la liquidation, ERNST & YOUNG, avec siège social à Luxembourg, pour l'accomplissement de leurs fonctions concernant la liquidation de la société.

Troisième résolution

L'assemblée générale donne décharge pleine et entière aux administrateurs et au réviseur externe de la société pour leur mandat jusqu'à ce jour.

Quatrième résolution

L'assemblée générale déclare que la liquidation de la société est en conséquence à considérer comme close et que les livres et documents de la société seront conservés pendant une durée de cinq ans à partir du jour de la liquidation à L-1616 Luxembourg, 5, place de la Gare.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, l'assemblée a été clôturée à 11.30 heures.

Evaluation

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société en raison du présent acte sont évalués à environ 40.000,- LUF.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus par le notaire instrumentaire par leurs noms, prénoms usuels, état et demeure, les membres du bureau ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: F. Meres, A. Göbel, L. Parriere, P. Decker.

Enregistré à Luxembourg, le 21 août 2001, vol. 131S, fol. 10, case 7. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff.(signé): Kirsch.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Eich, le 10 septembre 2001.

P. Decker.

(58467/206/66) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2001.

**BALANCED PORTFOLIO A 2/08, Fonds Commun de Placement.
BALANCED PORTFOLIO B 2/08, Fonds Commun de Placement.
OPPENHEIM PORTFOLIO G, Fonds Commun de Placement.**

Die Verwaltungsreglements der nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg als 'Fonds Commun de Placement' errichteten und zum öffentlichen Vertrieb in Luxemburg zugelassenen Sondervermögen:

BALANCED PORTFOLIO A 2/08

BALANCED PORTFOLIO B 2/08

OPPENHEIM PORTFOLIO G

werden in einen Allgemeinen Teil und einen Besonderen Teil gegliedert. Der Allgemeine Teil beinhaltet die rechtlichen Grundlagen sowie die allgemeinen Anlagerichtlinien; der Besondere Teil enthält die fondsspezifischen Angaben und die Anlagepolitik des Fonds.

Der Allgemeine Teil sämtlicher vorgenannter Fonds erhält folgenden neuen Wortlaut:

Die vertraglichen Rechte und Pflichten der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank und der Anteilhaber hinsichtlich des Sondervermögens bestimmen sich nach dem folgenden Verwaltungsreglement.

ALLGEMEINER TEIL**Art. 1. Grundlagen.**

1. Der Fonds ist ein rechtlich unselbständiges Sondervermögen. Er wurde als 'Fonds Commun de Placement' nach Teil I des Luxemburger Gesetzes vom 30. März 1988 betreffend die Organismen für gemeinsame Anlagen gegründet. Er besteht aus Wertpapieren sowie sonstigen Vermögenswerten (nachstehend 'Fondsvermögen' genannt) und wird von der OPPENHEIM INVESTMENT MANAGEMENT INTERNATIONAL S.A., einer Aktiengesellschaft nach Luxemburger Recht (nachstehend 'Verwaltungsgesellschaft' genannt) im eigenen Namen für gemeinschaftliche Rechnung der Inhaber von Anteilen (nachstehend 'Anteilhaber' genannt) verwaltet.

2. Die Verwaltungsgesellschaft legt das Fondsvermögen nach dem Grundsatz der Risikostreuung gesondert von ihrem eigenen Vermögen an. Über die sich hieraus ergebenden Rechte stellt die Verwaltungsgesellschaft den Anteilhabern Anteilzertifikate oder Anteilbestätigungen gemäß Artikel 14 dieses Verwaltungsreglements (beide nachstehend 'Anteilscheine' genannt) aus.

3. Die Anteilhaber sind an dem Fondsvermögen in Höhe ihrer Anteile beteiligt.

4. Mit dem Anteilerwerb erkennt der Anteilhaber das Verwaltungsreglement sowie dessen genehmigte und veröffentlichte Änderungen an.

5. Die jeweils gültige Fassung dieses Verwaltungsreglements sowie sämtliche Änderungen werden im 'Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations', dem Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg (nachstehend 'Mémorial' genannt), veröffentlicht.

Art. 2. Depotbank.

1. Die Depotbank wird von der Verwaltungsgesellschaft bestellt. Ihre Funktion richtet sich nach dem Gesetz und diesem Verwaltungsreglement. Die Depotbank handelt unabhängig von der Verwaltungsgesellschaft und ausschließlich im Interesse der Anteilhaber. Sie wird jedoch den Weisungen der Verwaltungsgesellschaft Folge leisten, vorausgesetzt diese stehen in Übereinstimmung mit dem Verwaltungsreglement, dem Depotbankvertrag und dem Gesetz.

2. Die Depotbank verwahrt alle Wertpapiere und anderen Vermögenswerte des Fonds in gesperrten Konten oder Depots, über die nur in Übereinstimmung mit den Bestimmungen dieses Verwaltungsreglements verfügt werden kann.

Die Depotbank ist berechtigt, unter ihrer Verantwortung und mit Einverständnis der Verwaltungsgesellschaft Vermögenswerte des Fonds bei anderen Banken oder bei Wertpapiersammelstellen in Verwahrung zu geben.

3. Die Depotbank zahlt der Verwaltungsgesellschaft aus den gesperrten Konten des Fonds nur die in diesem Verwaltungsreglement festgesetzten Vergütungen. Sie entnimmt auch, jedoch nur nach Zustimmung der Verwaltungsgesellschaft, die ihr selbst nach diesem Verwaltungsreglement zustehenden Entgelte. Die Regelungen in Artikel 18 dieses Verwaltungsreglements betreffend die Belastung des Fondsvermögens mit sonstigen Kosten und Gebühren bleiben unberührt.

4. Soweit gesetzlich zulässig, ist die Depotbank berechtigt und verpflichtet, im eigenen Namen

- a) Ansprüche der Anteilinhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft oder eine frühere Depotbank geltend zu machen;
- b) gegen Vollstreckungsmaßnahmen Dritter Widerspruch zu erheben und vorzugehen, wenn in das Fondsvermögen wegen eines Anspruchs vollstreckt wird, für den das Fondsvermögen nicht haftet.

5. Depotbank und Verwaltungsgesellschaft sind berechtigt, die Depotbankbestellung jederzeit schriftlich unter Einhaltung einer Frist von drei Monaten zu kündigen. Die Kündigung wird jedoch erst wirksam, wenn eine Bank, welche die Bedingungen des Gesetzes über die Organismen für gemeinschaftliche Anlagen vom 30. März 1988 erfüllt, die Pflichten und Funktionen als Depotbank gemäß diesem Verwaltungsreglement übernimmt. Bis zum Zeitpunkt der Übernahme wird die bisherige Depotbank zum Schutz der Interessen der Anteilinhaber ihren Pflichten und Funktionen gemäß Artikel 17 des vorerwähnten Gesetzes in vollem Umfang nachkommen.

Art. 3. Fondsverwaltung.

1. Die Verwaltungsgesellschaft handelt in Erfüllung ihrer Obliegenheiten unabhängig von der Depotbank und ausschließlich im Interesse der Anteilinhaber. Sie kann unter eigener Verantwortung und auf ihre Kosten Anlageberater hinzuziehen und/oder sich des Rates eines Anlageausschusses bedienen.

2. Die Verwaltungsgesellschaft ist nach den Bestimmungen dieses Verwaltungsreglements insbesondere berechtigt, mit den Geldern, die von Anteilhabern in den Fonds eingezahlt wurden, Wertpapiere und sonstige Vermögenswerte zu erwerben, diese wieder zu veräußern und den Erlös anderweitig anzulegen. Sie ist ferner zu allen sonstigen Rechtshandlungen ermächtigt, die sich aus der Verwaltung des Fondsvermögens ergeben.

Art. 4. Börsen und Geregelte Märkte.

Die Verwaltungsgesellschaft wird das Fondsvermögen grundsätzlich in Wertpapieren anlegen, die

1. an einer Börse oder an einem anderen geregelten Markt eines Mitgliedstaates der Europäischen Union oder eines Drittstaats gehandelt werden, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, oder

2. aus Neuemissionen stammen, deren Emissionsbedingungen die Verpflichtung enthalten, die Zulassung zur amtlichen Notierung an einer Börse oder an einem anderen geregelten Markt im Sinne von Ziffer 1 zu beantragen, und deren Zulassung spätestens vor Ablauf eines Jahres nach der Emission erlangt wird.

Art. 5. Verbriefte Rechte, nicht notierte Wertpapiere.

Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, bis zu 10 % des Netto-Fondsvermögens in verbrieften Rechten, die ihren Merkmalen nach Wertpapieren gleichgestellt sind, oder in nicht an einer Börse amtlich notierten oder nicht an einem anderen geregelten Markt gehandelten Wertpapieren anzulegen.

Art. 6. Risikostreuung.

1. Die Verwaltungsgesellschaft darf für den Fonds Wertpapiere eines Emittenten kaufen, wenn zur Zeit des Erwerbs ihr Wert, zusammen mit dem Wert der bereits im Fonds befindlichen Wertpapiere desselben Emittenten, 10 % des Netto-Fondsvermögens nicht übersteigt. Der Gesamtwert der im Fondsvermögen befindlichen Wertpapiere von Emittenten, in deren Wertpapiere jeweils mehr als 5 % des Netto-Fondsvermögens angelegt sind, darf 40 % des Netto-Fondsvermögens nicht übersteigen.

2. Sofern die Wertpapiere von einem Mitgliedstaat der Europäischen Union oder dessen Gebietskörperschaften, von einem Drittstaat oder von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere Mitgliedstaaten der Europäischen Union angehören, begeben oder garantiert werden, so erhöht sich die Beschränkung gemäß Absatz 1 von 10 % auf 35 % des Netto-Fondsvermögens. Die in Absatz 1 Satz 2 festgelegte Grenze von 40 % gilt für diese Fälle nicht.

3. Für Schuldverschreibungen, die von Kreditinstituten mit Sitz in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union ausgegeben werden und deren Emittenten aufgrund gesetzlicher Vorschriften zum Schutz der Inhaber dieser Schuldverschreibungen einer besonderen öffentlichen Aufsicht unterliegen, erhöhen sich die in Absatz 1 genannten Grenzen von 10 % auf 25 % bzw. von 40 % auf 80 %, vorausgesetzt, die betreffenden Kreditinstitute legen die Emissionserlöse nach den gesetzlichen Vorschriften in Vermögenswerten an, welche die Verbindlichkeiten aus Schuldverschreibungen über deren gesamte Laufzeit ausreichend decken und vorrangig für die bei Ausfällen des Emittenten fällig werdenden Rückzahlungen von Kapital und Zinsen bestimmt sind.

4. Die Grenzen gemäß Absatz 1 bis 3 gelten nicht kumulativ, so daß Anlagen in Wertpapieren desselben Emittenten 35 % des Netto-Fondsvermögens nicht übersteigen dürfen.

5. Die Verwaltungsgesellschaft darf für die von ihr verwalteten Investmentfonds insgesamt stimmberechtigte Aktien nicht in einem Umfang erwerben, der es ihr erlaubt, einen wesentlichen Einfluß auf die Geschäftspolitik des Emittenten auszuüben. Sie darf für den Fonds höchstens 10 % der von einem Emittenten ausgegebenen stimmrechtslosen Aktien, Schuldverschreibungen oder Anteile eines Investmentfonds erwerben. Diese Grenze braucht für Schuldverschreibungen und Fondsanteile beim Erwerb nicht eingehalten zu werden, wenn sich das Gesamtemissionsvolumen bzw. die Zahl der ausgegebenen Anteile nicht berechnen läßt. Sie ist auch insoweit nicht anzuwenden, als diese Wertpapiere von einem Mitgliedstaat der Europäischen Union, dessen Gebietskörperschaften oder von einem Drittstaat begeben werden oder

garantiert sind oder von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere Mitgliedstaaten der Europäischen Union angehören, begeben werden.

Art. 7. Investmentanteile.

Die Verwaltungsgesellschaft kann bis zu 5 % des Netto-Fondsvermögens in Anteile anderer offener Investmentfonds anlegen, wenn es sich hierbei um Organismen für gemeinschaftliche Anlagen in Wertpapieren im Sinne der Richtlinie 85/611/EWG vom 20. Dezember 1985 handelt und sofern deren Anlagepolitik mit derjenigen des Fonds übereinstimmt oder ihr zumindest ähnlich ist. Der Erwerb von Anteilen eines Investmentfonds oder einer Investmentgesellschaft, die von der Verwaltungsgesellschaft oder einer anderen Gesellschaft verwaltet wird, mit der die Verwaltungsgesellschaft durch eine gemeinsame Verwaltung oder Beherrschung oder durch eine wesentliche unmittelbare oder mittelbare Beteiligung verbunden ist, ist nur für den Fall eines Investmentfonds oder einer Investmentgesellschaft zulässig, der/die sich gemäß dessen Vertragsbedingungen bzw. deren Statuten auf die Anlage in einem bestimmten geographischen oder wirtschaftlichen Bereich spezialisiert hat. In solchen Fällen darf die Verwaltungsgesellschaft auf diese Anteile keine Gebühren oder Kosten berechnen.

Art. 8. Rückführung.

Die Anlagebeschränkungen gemäß Artikel 5 und 6 beziehen sich auf den Zeitpunkt des Erwerbs der Wertpapiere. Werden die genannten Prozentsätze nachträglich, d.h. durch Kurseinwirkungen oder aus anderen Gründen als durch Zukäufe überschritten, so wird die Verwaltungsgesellschaft unter Berücksichtigung der Interessen der Anteilinhaber unverzüglich eine Rückführung in den vorgesehenen Rahmen anstreben.

Art. 9. Wertpapierpensionsgeschäfte und Wertpapierleihe.

1. Die Verwaltungsgesellschaft kann für den Fonds Wertpapiere in Form von Pensionsgeschäften kaufen oder verkaufen, wenn der Vertragspartner eine Finanzeinrichtung erster Ordnung und auf solche Geschäfte spezialisiert ist. Solche Wertpapiere dürfen während der Laufzeit des Pensionsgeschäfts nicht veräußert werden. Der Umfang der Pensionsgeschäfte wird stets auf einem Niveau gehalten, das es dem Fonds ermöglicht, seiner Rückkaufverpflichtung jederzeit nachzukommen.

2. Die Verwaltungsgesellschaft kann bis zur Höhe von 50 % ihres Gegenwertes im Fonds befindliche Wertpapiere für höchstens 30 Tage im Rahmen eines standardisierten Wertpapierleihsystems ausleihen, sofern das Wertpapierleihsystem auf einem anerkannten Abrechnungsmechanismus basiert oder durch eine Finanzeinrichtung erster Ordnung, die auf solche Geschäfte spezialisiert ist, organisiert wird. Die Wertpapierleihe kann mehr als 50 % des Wertes des Wertpapierbestandes erfassen, sofern dem Fonds das Recht eingeräumt ist, den Wertpapierleihvertrag jederzeit zu kündigen und die verliehenen Wertpapiere zurückzuverlangen. Der Fonds muß im Rahmen der Wertpapierleihe grundsätzlich Sicherheiten erhalten, deren Höhe zur Zeit des Vertragsschlusses mindestens dem Wert der verliehenen Wertpapiere entspricht. Die Sicherheiten können in flüssigen Mitteln bestehen oder in Wertpapieren, die durch Mitgliedstaaten der OECD, deren Gebietskörperschaften oder internationale Organismen begeben wurden oder garantiert sind und die zu Gunsten des Fonds während der Laufzeit des Leihvertrages gesperrt werden.

Art. 10. Techniken und Instrumente.

1. Die Verwaltungsgesellschaft kann sich nach Maßgabe der Anlagebeschränkungen für den Fonds sonstiger Techniken und Instrumente bedienen, die Wertpapiere zum Gegenstand haben, sofern der Einsatz dieser Techniken und Instrumente im Hinblick auf eine ordentliche Verwaltung des Fondsvermögens geschieht.

2. Desweiteren kann die Verwaltungsgesellschaft Techniken und Instrumente mit dem Ziel der Deckung von Währungs-, Zins- und Kursrisiken im Rahmen der Verwaltung des Fondsvermögens nutzen.

3. Währungssicherungsgeschäfte nach Absatz 2 setzen eine unmittelbare Verbindung zu den abgesicherten Vermögenswerten voraus; sie dürfen diese grundsätzlich weder in der Höhe noch bezüglich der Restlaufzeit übersteigen.

4. Darüber hinaus ist es der Verwaltungsgesellschaft gestattet, diese Techniken und Instrumente im Rahmen der Verwaltung des Fondsvermögens auch für Geschäfte mit einem anderen Ziel als der Absicherung bestehender Engagements anzuwenden, sofern es sich hierbei nicht um Devisengeschäfte handelt.

5. Zu den angesprochenen Techniken und Instrumenten gehören u.a. der Kauf und Verkauf von Call- und Put-Optionen sowie der Kauf und Verkauf von Terminkontrakten über Devisen, Wertpapiere, Indizes, Zinsen und sonstige zulässige Finanzinstrumente.

6. Die Verwaltungsgesellschaft wird Instrumente, die nicht an einer Börse oder an einem Regelmärkte gehandelt werden (OTC-Geschäfte) nur anwenden, wenn

- der Vertragspartner eine Finanzeinrichtung erster Ordnung und auf solche Geschäfte spezialisiert ist und
- der Kauf oder Verkauf dieser Instrumente anstelle von an einer Börse oder an einem Regelmärkte gehandeltem Instrumenten nach Einschätzung der Verwaltungsgesellschaft für die Anteilinhaber vorteilhaft ist. Der Abschluß von OTC-Geschäften ist insbesondere dann von Vorteil, wenn er eine laufzeitkongruente und damit kostengünstigere Absicherung ermöglicht.

7. Die Summe aller Verpflichtungen aus Finanzterminkontrakten und Optionsgeschäften, die der Absicherung von Vermögenswerten dienen, darf grundsätzlich den Gesamtwert der abgesicherten Werte nicht übersteigen.

8. Die Summe aller Verpflichtungen aus Finanzterminkontrakten und Optionsgeschäften, die nicht der Absicherung von Vermögenswerten dienen, darf das Netto-Fondsvermögen zu keinem Zeitpunkt übersteigen. Hierbei bleiben verkaufte Call-Optionen außer Betracht, die durch angemessene Werte im Fondsvermögen unterlegt sind.

9. Optionsscheine über Devisen, Indizes, Zinsen und sonstige zulässige Finanzinstrumente sind hinsichtlich der Bestimmungen der Absätze 1 bis 4 den Call- und Put-Optionen gleichgestellt und werden in die Anlagegrenzen gemäß Absatz 7 und 8 einbezogen.

Art. 11. Kreditaufnahme.

Die Verwaltungsgesellschaft darf für gemeinschaftliche Rechnung der Anteilinhaber kurzfristige Kredite bis zur Höhe von 10 % des Netto-Fondsvermögens aufnehmen, sofern die Depotbank der Kreditaufnahme und deren Bedingungen zustimmt. Ausgenommen von dieser Beschränkung sind Fremdwährungskredite in Form von 'back-to-back'-Darlehen.

Art. 12. Flüssige Mittel.

Bis zu 49 % des Netto-Fondsvermögens dürfen in flüssigen Mitteln gehalten werden. Dazu zählen auch regelmäßig gehandelte Geldmarktinstrumente mit einer (Rest-)Laufzeit von bis zu 12 Monaten. In besonderen Ausnahmefällen ist es der Verwaltungsgesellschaft gestattet, vorübergehend auch über 49 % hinaus flüssige Mittel zu halten, wenn und soweit dies im Interesse der Anteilinhaber geboten erscheint.

Art. 13. Unzulässige Geschäfte.

Die Verwaltungsgesellschaft darf für den Fonds nicht:

1. Im Zusammenhang mit dem Erwerb nicht voll eingezahlter Wertpapiere Verbindlichkeiten übernehmen, die, zusammen mit Krediten gemäß Artikel 11, 10 % des Netto-Fondsvermögens überschreiten;
2. Kredite gewähren oder für Dritte als Bürge eintreten;
3. Wertpapiere erwerben, deren Veräußerung aufgrund vertraglicher Vereinbarung irgendwelchen Beschränkungen unterliegt;
4. in Immobilien anlegen und Waren oder Warenkontrakte kaufen oder verkaufen;
5. Edelmetalle oder über Edelmetalle lautende Zertifikate erwerben;
6. Vermögenswerte des Fonds verpfänden oder belasten, zur Sicherung übereignen oder zur Sicherung abtreten, sofern dies nicht im Rahmen eines nach diesem Verwaltungsreglement zulässigen Geschäfts gefordert wird;
7. Wertpapierleerverkäufe tätigen;
8. an einer Börse, einem geregelten Markt oder mit Finanzeinrichtungen erster Ordnung, die auf solche Geschäfte spezialisiert sind, gehandelte Optionen auf Wertpapiere sowie Optionen oder Optionsscheine auf Indizes und Finanzterminkontrakte kaufen und verkaufen, deren Prämien addiert 15 % des Netto-Fondsvermögens übersteigen oder deren Kontraktwerte über das Netto-Fondsvermögen hinausgehen;
9. Call-Optionen verkaufen, die nicht durch Wertpapiere unterlegt oder durch andere Instrumente abgesichert sind, es sei denn, der Fonds ist jederzeit in der Lage, die Deckung der daraus entstehenden offenen Positionen sicherzustellen, und die Summe der Ausübungspreise der ungedeckten Call-Optionen übersteigt nicht 25 % des Netto-Fondsvermögens;
10. Put-Optionen verkaufen, wenn der Fonds nicht über ausreichend liquide Mittel verfügt, um die daraus entstehenden Verpflichtungen jederzeit in vollem Umfang erfüllen zu können.

Art. 14. Anteilscheine.

1. Die Anteilzertifikate lauten auf den Inhaber und sind über einen Anteil oder eine Mehrzahl von Anteilen ausgestellt.
2. Die Anteilzertifikate tragen handschriftliche oder vervielfältigte Unterschriften der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank.
3. Anteilzertifikate sind übertragbar. Mit der Übertragung eines Anteilzertifikats gehen die darin verbrieften Rechte über. Der Verwaltungsgesellschaft und/oder der Depotbank gegenüber gilt der Inhaber des Anteilzertifikats in jedem Fall als der Berechtigte.
4. Auf Wunsch der Anteilnehmer und Weisung der Verwaltungsgesellschaft kann die Depotbank anstelle eines Anteilzertifikats eine Anteilbestätigung über erworbene Anteile ausstellen.
5. Der Abschnitt 'Besonderer Teil' kann vorsehen, daß die Anteile in Globalzertifikaten verbrieft werden. Ein Anspruch auf Auslieferung effektiver Stücke besteht in diesen Fällen nicht.

Art. 15. Ausgabe und Rücknahme von Anteilen.

1. Alle Fondsanteile haben gleiche Rechte. Die Anteile werden von der Verwaltungsgesellschaft unverzüglich nach Eingang des Ausgabepreises bei der Depotbank ausgegeben. Die Anzahl der ausgegebenen Anteile und der entsprechenden Anteilscheine ist grundsätzlich nicht beschränkt. Die Verwaltungsgesellschaft behält sich jedoch vor, die Ausgabe von Anteilen vorübergehend oder vollständig einzustellen; etwa bereits geleistete Zahlungen werden in diesen Fällen unverzüglich erstattet.
2. Die Anteile können bei der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank, den Zahlstellen oder durch Vermittlung Dritter erworben werden.
3. Die Anteilinhaber können jederzeit die Rücknahme der Anteile über die Verwaltungsgesellschaft, die Depotbank oder die Zahlstellen verlangen. Die Verwaltungsgesellschaft ist verpflichtet, an jedem Bewertungstag die Anteile zum jeweils geltenden Rücknahmepreis für Rechnung des Fonds zurückzunehmen.
4. Sofern in dem Abschnitt 'Besonderer Teil' nichts Abweichendes geregelt ist, ist Bewertungstag jeder Bankarbeits- und Börsentag in Frankfurt/Main, Düsseldorf und Luxemburg. Die Auszahlung des Rücknahmepreises erfolgt unverzüglich nach dem Bewertungstag in der für den Fonds festgelegten Währung (nachstehend 'Basiswährung' genannt).
5. Bei massiven Rücknahmeverlangen bleibt der Verwaltungsgesellschaft vorbehalten, nach vorheriger Zustimmung der Depotbank, die Anteile erst dann zum gültigen Rücknahmepreis zurückzunehmen, nachdem sie unverzüglich, jedoch unter Wahrung der Interessen aller Anteilinhaber, entsprechende Vermögenswerte veräußert hat.
6. Die Depotbank ist nur insoweit zur Zahlung verpflichtet, als keine gesetzlichen Bestimmungen, zum Beispiel devisenrechtliche Vorschriften oder andere, von der Depotbank nicht zu vertretende Umstände der Überweisung des Rücknahmepreises entgegenstehen.

Art. 16. Ausgabe- und Rücknahmepreis.

1. Zur Errechnung des Ausgabe- und Rücknahmepreises ermittelt die Verwaltungsgesellschaft oder ein von ihr beauftragter Dritter unter Aufsicht der Depotbank den Wert der zu dem Fonds gehörenden Vermögenswerte abzüglich der

Verbindlichkeiten des Fonds (nachstehend 'Inventarwert' genannt) an jedem Bewertungstag und teilt ihn durch die Zahl der umlaufenden Anteile (nachstehend 'Inventarwert pro Anteil' genannt).

Dabei werden:

- a) Wertpapiere, die an einer Börse amtlich notiert sind, zum letzten verfügbaren bezahlten Kurs bewertet;
- b) Wertpapiere, die nicht an einer Börse amtlich notiert sind, jedoch an einem geregelten Markt bzw. an anderen organisierten Märkten gehandelt werden, ebenfalls zum letzten verfügbaren bezahlten Kurs bewertet, sofern die Verwaltungsgesellschaft zur Zeit der Bewertung diesen Kurs für den bestmöglichen Kurs hält, zu dem die Wertpapiere veräußert werden können;
- c) Wertpapiere, deren Kurse nicht marktgerecht sind, sowie alle anderen Vermögenswerte zum wahrscheinlichen Realisierungswert bewertet, der mit Vorsicht und nach Treu und Glauben zu bestimmen ist;
- d) flüssige Mittel zu deren Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet;
- e) Festgelder zu deren Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet;
- f) nicht auf die Basiswährung des Fonds lautende Vermögenswerte zu dem letzten Devisenmittelkurs in die Basiswährung des Fonds umgerechnet.

2. Bei Festsetzung des Ausgabepreises kann dem Inventarwert pro Anteil zur Abgeltung der Ausgabekosten ein Ausgabeaufschlag hinzugerechnet werden, dessen Höhe sich aus dem Abschnitt 'Besonderer Teil' ergibt. Sofern in einem Land, in dem Anteile ausgegeben werden, Stempelgebühren oder andere Belastungen anfallen, erhöht sich der Ausgabepreis entsprechend.

3. Rücknahmepreis ist der nach Absatz 1 ermittelte Inventarwert pro Anteil.

4. Anteilkäufe und -verkaufsaufträge, die bis 10.30 Uhr eingegangen sind, werden mit dem am nächstfolgenden Bewertungstag festgestellten Ausgabe- und Rücknahmepreis abgerechnet, sofern sich aus dem Abschnitt 'Besonderer Teil' nichts Abweichendes ergibt.

Art. 17. Aussetzung.

1. Die Errechnung des Inventarwertes sowie die Ausgabe und Rücknahme von Anteilen kann von der Verwaltungsgesellschaft zeitweilig ausgesetzt werden, wenn und solange

- a) eine Börse, an der ein wesentlicher Teil der Wertpapiere des Fonds gehandelt wird (außer an gewöhnlichen Wochenenden und Feiertagen), geschlossen, der Handel eingeschränkt oder ausgesetzt ist;
- b) die Verwaltungsgesellschaft über Vermögenswerte nicht verfügen kann;
- c) die Gegenwerte bei Käufen sowie Verkäufen nicht zu transferieren sind;
- d) es unmöglich ist, die Ermittlung des Inventarwertes ordnungsgemäß durchzuführen.

2. Die Aussetzung und Wiederaufnahme der Inventarwertberechnung wird unverzüglich sämtlichen Anteilhabern mitgeteilt, die ihre Anteile zur Rücknahme angeboten haben.

Art. 18. Kosten.

1. Der Verwaltungsgesellschaft steht für die Verwaltung des Fonds und der Depotbank für die Verwaltung und Verwahrung der zu dem Fonds gehörenden Vermögenswerte eine Vergütung zu. Darüber hinaus erhält die Depotbank eine Bearbeitungsgebühr für jede Transaktion, die sie im Auftrag der Verwaltungsgesellschaft durchführt.

2. Neben diesen Vergütungen und Gebühren gehen die folgenden Aufwendungen zu Lasten des Fonds:

- a) im Zusammenhang mit dem Erwerb und der Veräußerung von Vermögenswerten entstehende Kosten;
- b) Kosten für die Erstellung und den Versand der Prospekte, Verwaltungsreglements sowie Rechenschafts-, Halbjahres- und ggfls. Zwischenberichte;
- c) Kosten der Veröffentlichung der Prospekte, Verwaltungsreglements, Rechenschafts-, Halbjahres- und ggfls. Zwischenberichte sowie der Ausgabe- und Rücknahmepreise und der Bekanntmachungen an die Anteilhaber;
- d) Prüfungs- und Rechtsberatungskosten für den Fonds;
- e) Kosten und eventuell entstehende Steuern im Zusammenhang mit der Verwaltung und Verwahrung;
- f) Kosten, für die Erstellung der Anteilzertifikate und ggfls. Erträgnisscheine sowie Erträgnisschein-Bogenerneuerung;
- g) ggfls. entstehende Kosten für die Einlösung von Erträgnisscheinen;
- h) Kosten etwaiger Börseneinführungen und/oder der Registrierung der Anteilscheine zum öffentlichen Vertrieb;
- i) Kosten für die Bonitätsbeurteilung des Fonds insgesamt durch national und international anerkannte Ratingagenturen;
- j) Gründungskosten des Fonds.

Art. 19. Rechnungslegung.

1. Der Fonds und dessen Bücher werden durch eine Wirtschaftsprüfungsgesellschaft geprüft, die von der Verwaltungsgesellschaft bestellt wird.

2. Spätestens vier Monate nach Ende eines jeden Geschäftsjahres veröffentlicht die Verwaltungsgesellschaft einen geprüften Rechenschaftsbericht für den Fonds.

3. Längstens zwei Monate nach Ablauf der ersten Hälfte des Geschäftsjahres veröffentlicht die Verwaltungsgesellschaft einen ungeprüften Halbjahresbericht für den Fonds.

4. Die Berichte sind bei der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank und den Zahlstellen erhältlich.

Art. 20. Dauer und Auflösung des Fonds sowie Kündigung der Verwaltungsgesellschaft.

1. Der Fonds wurde auf unbestimmte Zeit errichtet; er kann jedoch jederzeit durch Beschluß der Verwaltungsgesellschaft aufgelöst werden.

2. Die Verwaltungsgesellschaft kann die Verwaltung des Fonds mit einer Frist von mindestens drei Monaten kündigen. Die Kündigung wird im Mémorial sowie in dann zu bestimmenden Tageszeitungen der Länder veröffentlicht, in denen Anteile des Fonds zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind. Mit dem Wirksamwerden der Kündigung erlischt das Recht der Verwaltungsgesellschaft, den Fonds zu verwalten. In diesem Fall geht das Verfügungsrecht über den Fonds auf die

Depotbank über, die ihn gemäß Absatz 3 abzuwickeln und den Liquidationserlös an die Anteilhaber zu verteilen hat. Für die Zeit der Abwicklung kann die Depotbank die Verwaltungsvergütung nach Artikel 18 beanspruchen. Mit Genehmigung der Aufsichtsbehörde kann sie jedoch von der Abwicklung und Verteilung absehen und die Verwaltung des Fonds nach Maßgabe des Verwaltungsreglements einer anderen Luxemburger Verwaltungsgesellschaft übertragen.

3. Wird der Fonds aufgelöst, ist dies im Mémorial sowie zusätzlich in drei Tageszeitungen zu veröffentlichen. Die Verwaltungsgesellschaft wird zu diesem Zweck neben einer luxemburgischen Tageszeitung, Tageszeitungen der Länder auswählen, in denen Anteile zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind. Ausgabe- und Rücknahme von Anteilen werden am Tag der Beschlußfassung über die Auflösung des Fonds eingestellt. Die Vermögenswerte werden veräußert; die Depotbank wird den Liquidationserlös abzüglich der Liquidationskosten und Honorare auf Anweisung der Verwaltungsgesellschaft oder ggfls. der von ihr oder der Depotbank im Einvernehmen mit der Aufsichtsbehörde ernannten Liquidatoren unter den Anteilhabern nach deren Anspruch verteilen. Liquidationserlöse, die nach Abschluß des Liquidationsverfahrens nicht von Anteilhabern eingezogen worden sind, werden, sofern gesetzlich erforderlich, in die Landeswährung Luxemburgs konvertiert und von der Depotbank für Rechnung der berechtigten Anteilhaber bei der Caisse des Consignations in Luxemburg hinterlegt, wo diese Beträge verfallen, sofern sie nicht innerhalb der gesetzlichen Frist dort angefordert werden.

Art. 21. Änderung des Verwaltungsreglements.

1. Die Verwaltungsgesellschaft kann mit Zustimmung der Depotbank das Verwaltungsreglement jederzeit ganz oder teilweise ändern.

2. Änderungen des Verwaltungsreglements werden im Mémorial veröffentlicht und treten, sofern nichts anderes bestimmt ist, mit ihrer Veröffentlichung in Kraft.

Art. 22. Verjährung von Ansprüchen.

Forderungen der Anteilhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft oder die Depotbank können nach Ablauf von fünf Jahren nach Entstehung des Anspruchs nicht mehr gerichtlich geltend gemacht werden.

Art. 23. Erfüllungsort, Gerichtsstand und Vertragssprache.

1. Erfüllungsort ist der Sitz der Verwaltungsgesellschaft.

2. Rechtsstreitigkeiten zwischen Anteilhabern, der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank unterliegen der Gerichtsbarkeit des zuständigen Gerichts im Großherzogtum Luxemburg. Die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank sind berechtigt, sich selbst und den Fonds dem Recht und der Gerichtsbarkeit anderer Staaten, in denen Anteile des Fonds vertrieben werden, zu unterwerfen, sofern dort ansässige Anleger bezüglich Zeichnung und Rückgabe von Anteilen Ansprüche gegen die Verwaltungsgesellschaft oder die Depotbank geltend machen.

3. Die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank können für sich selbst und den Fonds Übersetzungen in Sprachen von Ländern als verbindlich erklären, in denen Anteile zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind.

Für den BALANCED PORTFOLIO A 2/08 gelten ergänzend und abweichend die nachstehenden Bestimmungen:

BESONDERER TEIL

Art. 24. Depotbank.

Depotbank ist die BANK SAL. OPPENHEIM JR. & CIE. LUXEMBURG S.A., Luxemburg.

Art. 25. Anlagepolitik.

Ziel der Anlagepolitik des Fonds ist es, einen langfristig attraktiven Wertzuwachs in EURO zu erwirtschaften. Dazu investiert der Fonds international überwiegend in Aktien und Genußscheine sowie fest- und variabel verzinsliche Wertpapiere, zulässige Wandel- und Optionsanleihen oder Zerobonds, die auf Währungen von OECD-Mitgliedstaaten lauten. Daneben können flüssige Mittel gehalten werden.

Bei der Auswahl der Anlagewerte strebt das Fondsmanagement grundsätzlich ein ausgewogenes Verhältnis zwischen Risiko, Ertrag und Wachstumspotential an. Je nach Einschätzung der Märkte werden Aktien, Renten und Liquidität im Rahmen eines aktiven Managementansatzes flexibel gewichtet. Im Vordergrund der Strategie steht der langfristig orientierte Vermögensaufbau. Die Erwirtschaftung kurzfristiger hoher Renditen tritt insofern hinter das Streben nach einer möglichst stetigen Anteilwertentwicklung zurück.

Art. 26. Risikostreuung.

Ergänzend zu Artikel 6 des Allgemeinen Teils kann die Verwaltungsgesellschaft nach dem Grundsatz der Risikostreuung bis zu 100 % des Fondsvermögens in Wertpapieren verschiedener Emissionen anlegen, die von einem Mitgliedstaat der EU oder seinen Gebietskörperschaften, von einem sonstigen Mitgliedstaat der OECD oder von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere Mitgliedstaaten der EU angehören, begeben werden oder garantiert sind, sofern diese Wertpapiere im Rahmen von mindestens sechs verschiedenen Emissionen begeben worden sind, wobei die Wertpapiere aus ein und derselben Emission 30 % des Netto-Fondsvermögens nicht überschreiten dürfen.

Art. 27. Basiswährung, Ausgabe- und Rücknahmepreis.

1. Basiswährung des Fonds ist der EURO.

2. Die Verwaltungsgesellschaft ermittelt unter Aufsicht der Depotbank den Ausgabe- und Rücknahmepreis an jedem Bewertungstag.

3. Abweichend von Artikel 15 Absatz 4 ist Bewertungstag jeder Montag, der in Frankfurt/Main, Düsseldorf und Luxemburg ein Bankarbeits- und Börsentag ist. Sofern dieser Tag kein Bankarbeits- und Börsentag in Frankfurt/Main, Düsseldorf oder Luxemburg ist, ist Bewertungstag der nächstfolgende Bankarbeits- und Börsentag in Frankfurt/Main, Düsseldorf und Luxemburg.

4. Der Ausgabepreis ist innerhalb von zwei Bankarbeitstagen nach dem Bewertungstag an die Depotbank zahlbar.

5. Der Ausgabeaufschlag zur Abgeltung der Vertriebskosten (Artikel 16, Absatz 2) beträgt bis zu 3 % des Inventarwerts pro Anteil.

6. Die Verwaltungsgesellschaft trägt Sorge dafür, daß in den Ländern, in denen der Fonds öffentlich vertrieben wird, eine geeignete Veröffentlichung der Anteilpreise erfolgt.

Art. 28. Kosten.

1. Die Vergütung für die Verwaltung des Fonds beträgt bis zu 0,35 % p.a., errechnet auf den am letzten Bewertungstag eines jeden Monats ermittelten Inventarwert.

2. Die Depotbank erhält für die Verwahrung und Verwaltung der zu dem Fonds gehörenden Vermögenswerte eine Vergütung in Höhe der unter Banken üblichen Sätze, errechnet auf den am letzten Bewertungstag eines jeden Monats ermittelten Inventarwert.

3. Die Auszahlung der Vergütungen erfolgt monatlich zum Monatsende.

4. Die Depotbank erhält über die Vergütung nach Absatz 2 hinaus eine Bearbeitungsgebühr in Höhe von bis zu 0,125% jeder Transaktion, soweit dafür nicht bankübliche Gebühren anfallen.

Art. 29. Ausschüttungen.

1. Die Verwaltungsgesellschaft bestimmt jedes Jahr, ob und in welcher Höhe Ausschüttungen entsprechend den in Luxemburg gültigen Bestimmungen erfolgen.

2. Die Ausschüttung erfolgt auf die am Ausschüttungstag umlaufenden Anteile.

3. Ausschüttungsbeträge, die nicht innerhalb von fünf Jahren nach Veröffentlichung der Ausschüttungserklärung geltend gemacht wurden, verfallen zugunsten des Fonds. Ungeachtet dessen ist die Verwaltungsgesellschaft jedoch berechtigt, Ausschüttungsbeträge, die nach Ablauf dieser Verjährungsfrist geltend gemacht werden, an die Anteilinhaber auszusahlen.

Art. 30. Einstellung der Ausgabe von Anteilen, Laufzeit und Auflösung des Fonds.

1. Abweichend von Artikel 20 Absatz 1 ist die Laufzeit des Fonds auf den 29. Februar 2008 befristet. Dessen ungeachtet hat die Verwaltungsgesellschaft das Recht, die Laufzeit des Fonds zu verlängern oder den Fonds in Übereinstimmung mit Artikel 20 des Verwaltungsreglements jederzeit aufzulösen.

2. Die Verwaltungsgesellschaft wird spätestens ab dem 31. Dezember 2007 das Fondsvermögen veräußern. Darüber hinaus kann die Verwaltungsgesellschaft ab diesem Datum, zum Zweck einer ordnungsgemäßen Abwicklung und Gleichbehandlung der Anteilinhaber, auch die Rücknahme von Anteilen bis zum 29. Februar 2008 aussetzen.

3. Die Verwaltungsgesellschaft wird den Inventarwert pro Anteil bekanntgeben, zu dem die Anleger ihre Anteilscheine bei den im Anhang aufgeführten Zahlstellen einlösen können.

Art. 31. Zusammenschluß.

1. Die Verwaltungsgesellschaft kann den Fonds mit einem anderen Sondervermögen luxemburgischen Rechts zusammenschließen, das aufgrund seiner Anlagepolitik unter den Anwendungsbereich von Teil I des Gesetzes vom 30. März 1988 über die Organismen für gemeinschaftliche Anlagen fällt.

2. Faßt die Verwaltungsgesellschaft einen Beschluß gemäß Absatz 1, so ist dies mit einer Frist von einem Monat vor dem Inkrafttreten im Mémorial und in der Tagespresse der Länder zu veröffentlichen, in denen der Fonds zum öffentlichen Vertrieb zugelassen ist. Unter Berücksichtigung der Bestimmungen des Artikel 17 haben Anteilinhaber während dieses Zeitraumes die Möglichkeit, ihre Anteile kostenfrei zurückzugeben.

Art. 32. Geschäftsjahr.

Das Geschäftsjahr des Fonds beginnt am 1. März und endet am 28. Februar.

Art. 33. Inkrafttreten.

Dieses Verwaltungsreglement trat in seiner ursprünglichen Fassung am 16. März 1998 in Kraft.

Für den BALANCED PORTFOLIO B 2/08 gelten ergänzend und abweichend die nachstehenden Bestimmungen:

BESONDERER TEIL

Art. 24. Depotbank.

Depotbank ist die BANK SAL. OPPENHEIM JR. & CIE. LUXEMBURG S.A., Luxemburg.

Art. 25. Anlagepolitik.

Ziel der Anlagepolitik des Fonds ist es, einen langfristig attraktiven Wertzuwachs in EURO zu erwirtschaften. Dazu investiert der Fonds international überwiegend in Aktien und Genußscheine sowie fest- und variabel verzinsliche Wertpapiere, zulässige Wandel- und Optionsanleihen oder Zerobonds, die auf Währungen von OECD-Mitgliedstaaten lauten. Daneben können flüssige Mittel gehalten werden.

Bei der Auswahl der Anlagewerte strebt das Fondsmanagement grundsätzlich ein ausgewogenes Verhältnis zwischen Risiko, Ertrag und Wachstumspotential an. Je nach Einschätzung der Märkte werden Aktien, Renten und Liquidität im Rahmen eines aktiven Managementansatzes flexibel gewichtet. Im Vordergrund der Strategie steht der langfristig orientierte Vermögensaufbau. Die Erwirtschaftung kurzfristiger hoher Renditen tritt insofern hinter das Streben nach einer möglichst stetigen Anteilwertentwicklung zurück.

Art. 26. Risikostreuung.

Ergänzend zu Artikel 6 des Allgemeinen Teils kann die Verwaltungsgesellschaft nach dem Grundsatz der Risikostreuung bis zu 100 % des Fondsvermögens in Wertpapieren verschiedener Emissionen anlegen, die von einem Mitgliedstaat der EU oder seinen Gebietskörperschaften, von einem sonstigen Mitgliedstaat der OECD oder von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere Mitgliedstaaten der EU angehören, begeben werden oder garantiert sind, sofern diese Wertpapiere im Rahmen von mindestens sechs verschiedenen Emissionen

begeben worden sind, wobei die Wertpapiere aus ein und derselben Emission 30 % des Netto-Fondsvermögens nicht überschreiten dürfen.

Art. 27. Basiswährung, Ausgabe- und Rücknahmepreis.

1. Basiswährung des Fonds ist der EURO.
2. Die Verwaltungsgesellschaft ermittelt unter Aufsicht der Depotbank den Ausgabe- und Rücknahmepreis an jedem Bewertungstag.
3. Abweichend von Artikel 15 Absatz 4 ist Bewertungstag jeder Montag, der in Frankfurt/Main, Düsseldorf und Luxemburg ein Bankarbeits- und Börsentag ist. Sofern dieser Tag kein Bankarbeits- und Börsentag in Frankfurt/Main, Düsseldorf oder Luxemburg ist, ist Bewertungstag der nächstfolgende Bankarbeits- und Börsentag in Frankfurt/Main, Düsseldorf und Luxemburg.
4. Der Ausgabepreis ist innerhalb von zwei Bankarbeitstagen nach dem Bewertungstag an die Depotbank zahlbar.
5. Der Ausgabeaufschlag zur Abgeltung der Vertriebskosten (Artikel 16, Absatz 2) beträgt bis zu 3 % des Inventarwerts pro Anteil.
6. Die Verwaltungsgesellschaft trägt Sorge dafür, daß in den Ländern, in denen der Fonds öffentlich vertrieben wird, eine geeignete Veröffentlichung der Anteilpreise erfolgt.

Art. 28. Kosten.

1. Die Vergütung für die Verwaltung des Fonds beträgt bis zu 0,35 % p.a., errechnet auf den am letzten Bewertungstag eines jeden Monats ermittelten Inventarwert.
2. Die Depotbank erhält für die Verwahrung und Verwaltung der zu dem Fonds gehörenden Vermögenswerte eine Vergütung in Höhe der unter Banken üblichen Sätze, errechnet auf den am letzten Bewertungstag eines jeden Monats ermittelten Inventarwert.
3. Die Auszahlung der Vergütungen erfolgt monatlich zum Monatsende.
4. Die Depotbank erhält über die Vergütung nach Absatz 2 hinaus eine Bearbeitungsgebühr in Höhe von bis zu 0,125% jeder Transaktion, soweit dafür nicht bankkubliche Gebühren anfallen.

Art. 29. Ausschüttungen.

1. Die Verwaltungsgesellschaft bestimmt jedes Jahr, ob und in welcher Höhe Ausschüttungen entsprechend den in Luxemburg gültigen Bestimmungen erfolgen.
2. Die Ausschüttung erfolgt auf die am Ausschüttungstag umlaufenden Anteile.
3. Ausschüttungsbeträge, die nicht innerhalb von fünf Jahren nach Veröffentlichung der Ausschüttungserklärung geltend gemacht wurden, verfallen zugunsten des Fonds. Ungeachtet dessen ist die Verwaltungsgesellschaft jedoch berechtigt, Ausschüttungsbeträge, die nach Ablauf dieser Verjährungsfrist geltend gemacht werden, an die Anteilinhaber auszus zahlen.

Art. 30. Einstellung der Ausgabe von Anteilen, Laufzeit und Auflösung des Fonds.

1. Abweichend von Artikel 20 Absatz 1 ist die Laufzeit des Fonds auf den 29. Februar 2008 befristet. Dessen ungeachtet hat die Verwaltungsgesellschaft das Recht, die Laufzeit des Fonds zu verlängern oder den Fonds in Übereinstimmung mit Artikel 20 des Verwaltungsreglements jederzeit aufzulösen.
2. Die Verwaltungsgesellschaft wird spätestens ab dem 31. Dezember 2007 das Fondsvermögen veräußern. Darüber hinaus kann die Verwaltungsgesellschaft ab diesem Datum, zum Zweck einer ordnungsgemäßen Abwicklung und Gleichbehandlung der Anteilinhaber, auch die Rücknahme von Anteilen bis zum 29. Februar 2008 aussetzen.
3. Die Verwaltungsgesellschaft wird den Inventarwert pro Anteil bekanntgeben, zu dem die Anleger ihre Anteilscheine bei den im Anhang aufgeführten Zahlstellen einlösen können.

Art. 31. Zusammenschluß.

1. Die Verwaltungsgesellschaft kann den Fonds mit einem anderen Sondervermögen luxemburgischen Rechts zusammenschließen, das aufgrund seiner Anlagepolitik unter den Anwendungsbereich von Teil 1 des Gesetzes vom 30. März 1988 über die Organismen für gemeinschaftliche Anlagen fällt.
2. Fat die Verwaltungsgesellschaft einen Beschluß gemäß Absatz 1, so ist dies mit einer Frist von einem Monat vor dem Inkrafttreten im Mémorial und in der Tagespresse der Länder zu veröffentlichen, in denen der Fonds zum öffentlichen Vertrieb zugelassen ist. Unter Berücksichtigung der Bestimmungen des Artikel 17 haben Anteilinhaber während dieses Zeitraumes die Möglichkeit, ihre Anteile kostenfrei zurückzugeben.

Art. 32. Geschäftsjahr.

Das Geschäftsjahr des Fonds beginnt am 1. März und endet am 28. Februar.

Art. 33. Inkrafttreten.

Dieses Verwaltungsreglement trat in seiner ursprünglichen Fassung am 16. März 1998 in Kraft.

Für den OPPENHEIM PORTFOLIO G gelten ergänzend und abweichend die nachstehenden Bestimmungen:

BESONDERER TEIL

Art. 24. Depotbank.

Depotbank ist die BANK SAL. OPPENHEIM JR. & CIE. LUXEMBURG S.A., Luxemburg.

Art. 25. Anlagepolitik.

Ziel der Anlagepolitik des Fonds ist es, einen langfristig attraktiven Wertzuwachs in EURO zu erwirtschaften. Dazu investiert der Fonds international überwiegend in Aktien und Genuscheine sowie fest- und variabel verzinsliche Wertpapiere, zulässige Wandel- und Optionsanleihen oder Zerobonds, die auf Währungen von OECD-Mitgliedstaaten lauten. Daneben können flüssige Mittel gehalten werden.

Bei der Auswahl der Anlagewerte strebt das Fondsmanagement grundsätzlich ein ausgewogenes Verhältnis zwischen Risiko, Ertrag und Wachstumspotential an. Je nach Einschätzung der Märkte werden Aktien, Renten und Liquidität im Rahmen eines aktiven Managementansatzes flexibel gewichtet. Im Vordergrund der Strategie steht der langfristig orientierte Vermögensaufbau. Die Erwirtschaftung kurzfristiger hoher Renditen tritt insofern hinter das Streben nach einer möglichst stetigen Anteilwertentwicklung zurück.

Art. 26. Risikostreuung.

Ergänzend zu Artikel 6 des Allgemeinen Teils kann die Verwaltungsgesellschaft nach dem Grundsatz der Risikostreuung bis zu 100 % des Fondsvermögens in Wertpapieren verschiedener Emissionen anlegen, die von einem Mitgliedstaat der EU oder seinen Gebietskörperschaften, von einem sonstigen Mitgliedstaat der OECD oder von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere Mitgliedstaaten der EU angehören, begeben werden oder garantiert sind, sofern diese Wertpapiere im Rahmen von mindestens sechs verschiedenen Emissionen begeben worden sind, wobei die Wertpapiere aus ein und derselben Emission 30 % des Netto-Fondsvermögens nicht überschreiten dürfen.

Art. 27. Anteilscheine.

Die Anteile sind in Globalzertifikaten verbrieft. Ein Anspruch auf Auslieferung effektiver Stücke besteht nicht.

Art. 28. Basiswährung, Ausgabe- und Rücknahmepreis.

1. Basiswährung des Fonds ist der EURO.
2. Die Verwaltungsgesellschaft ermittelt unter Aufsicht der Depotbank den Ausgabe- und Rücknahmepreis an jedem Bewertungstag.
3. Abweichend von Artikel 15 Absatz 4 ist Bewertungstag jeder Mittwoch, der in Frankfurt/Main, Düsseldorf und Luxemburg ein Bankarbeits- und Börsentag ist. Sofern dieser Tag kein Bankarbeits- und Börsentag in Frankfurt/Main, Düsseldorf oder Luxemburg ist, ist Bewertungstag der nächstfolgende Bankarbeits- und Börsentag in Frankfurt/Main, Düsseldorf und Luxemburg.
4. Der Ausgabepreis ist innerhalb von zwei Bankarbeitstagen nach dem Bewertungstag an die Depotbank zahlbar.
5. Der Ausgabeaufschlag zur Abgeltung der Vertriebskosten (Artikel 16, Absatz 2) beträgt bis zu 3 % des Inventarwerts pro Anteil.
6. Die Verwaltungsgesellschaft trägt Sorge dafür, daß in den Ländern, in denen der Fonds öffentlich vertrieben wird, eine geeignete Veröffentlichung der Anteilpreise erfolgt.

Art. 29. Kosten.

1. Die Vergütung für die Verwaltung des Fonds beträgt bis zu 0,6 % p.a., errechnet auf den am letzten Bewertungstag eines jeden Monats ermittelten Inventarwert.
2. Die Depotbank erhält für die Verwahrung und Verwaltung der zu dem Fonds gehörenden Vermögenswerte eine Vergütung in Höhe der unter Banken üblichen Sätze, errechnet auf den am letzten Bewertungstag eines jeden Monats ermittelten Inventarwert.
3. Die Auszahlung der Vergütungen erfolgt monatlich zum Monatsende.
4. Die Depotbank erhält über die Vergütung nach Absatz 2 hinaus eine Bearbeitungsgebühr in Höhe von bis zu 0,125% jeder Transaktion, soweit dafür nicht bankübliche Gebühren anfallen.

Art. 30. Ausschüttungen.

1. Die Verwaltungsgesellschaft bestimmt jedes Jahr, ob und in welcher Höhe Ausschüttungen entsprechend den in Luxemburg gültigen Bestimmungen erfolgen.
2. Die Ausschüttung erfolgt auf die am Ausschüttungstag umlaufenden Anteile.
3. Ausschüttungsbeträge, die nicht innerhalb von fünf Jahren nach Veröffentlichung der Ausschüttungserklärung geltend gemacht wurden, verfallen zugunsten des Fonds. Ungeachtet dessen ist die Verwaltungsgesellschaft jedoch berechtigt, Ausschüttungsbeträge, die nach Ablauf dieser Verjährungsfrist geltend gemacht werden, an die Anteilinhaber auszuzahlen.

Art. 31. Zusammenschluß.

1. Die Verwaltungsgesellschaft kann den Fonds mit einem anderen Sondervermögen luxemburgischen Rechts zusammenschließen, das aufgrund seiner Anlagepolitik unter den Anwendungsbereich von Teil I des Gesetzes vom 30. März 1988 über die Organismen für gemeinschaftliche Anlagen fällt.
2. Faßt die Verwaltungsgesellschaft einen Beschluß gemäß Absatz 1, so ist dies mit einer Frist von einem Monat vor dem Inkrafttreten im Mémorial und in der Tagespresse der Länder zu veröffentlichen, in denen der Fonds zum öffentlichen Vertrieb zugelassen ist. Unter Berücksichtigung der Bestimmungen des Artikel 17 haben Anteilinhaber während dieses Zeitraumes die Möglichkeit, ihre Anteile kostenfrei zurückzugeben.

Art. 32. Geschäftsjahr.

Das Geschäftsjahr des Fonds beginnt am 1. April und endet am 31. März.

Art. 33. Inkrafttreten.

Dieses Verwaltungsreglement trat in seiner ursprünglichen Fassung am 5. Mai 1997 in Kraft. Vorstehende Änderungen treten mit ihrer Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, am 28. September 2001 in Kraft.

Erstellt in vierfacher Ausfertigung.

Luxemburg, den 10. August 2001.

OPPENHEIM INVESTMENT MANAGEMENT INTERNATIONAL S.A.

Unterschriften

SAL. OPPENHEIM JR & CIE. LUXEMBURG S.A.

Unterschriften

Enregistré à Luxembourg, le 20 septembre 2001, vol. 557, fol. 98, case 2. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(59782/000/552) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 septembre 2001.

ASSOCIATION DES SAPEURS-POMPIERS DE LA COMMUNE DE BIWER, Association sans but lucratif.

Gesellschaftssitz: L-6834 Biver, 8, Kiirchestrooss.

—
STATUTEN

Am 13. Januar 2001 wird zwischen den Unterzeichneten (Name, Vorname, Beruf, Wohnort):

Herrn Benner Norbert, commissaire de Police, wohnhaft L-6833 Biver, 87, Hauptstrooss;

Herrn Mehlen Marc, facteur P&T, wohnhaft L-6832 Betzdorf, 7, rue de la Gare;

Herrn Benner Nico, facteur P&T, wohnhaft zu L-6794 Grevenmacher, 18, route du Vin;

Herrn Kohnen François, employé CFL, wohnhaft zu L-6833 Biver, 84, Hauptstrooss;

Herrn Roettgers Ed, chauffeur CFL, wohnhaft zu L-6868 Wecker, 9, leweschtsgaass;

Herrn Benner Romain, facteur P&T, wohnhaft L-6833 Biver, 84, Hauptstrooss;

Herrn Goerend Alphonse, fonct. Etat, wohnhaft zu L-6833 Biver, 39, Neie Wee;

Herrn Coudouent Serge, ouvrier, wohnhaft zu L-6833 Biver, 10, om Böchel;

Frau Schaefer-Zenner Josée, wohnhaft zu L-6833 Biver, 53, Hauptstrooss,

und allen Personen, welche zur Zeit aktives, inaktives Mitglied oder in der Jugendsektion der Freiwilligen Feuerwehr Biver sind und allen später eintretenden Personen eine Vereinigung ohne Gewinnzweck gegründet, welche dem Gesetz vom 21. April 1928 über die Vereinigungen ohne Gewinnzweck und die Institute öffentlichen Nutzens sowie den gegenwärtigen Statuten unterliegt.

Kapitel I. Name, Sitz, Dauer, Zweck

Art. 1. Die Vereinigung trägt den Namen ASSOCIATION DES SAPEURS-POMPIERS DE LA COMMUNE DE BIWER, association sans but lucratif, BIWER POMPJEEËN, Vereenegung ouni Gewennzweck.

Art. 2. Der Sitz der Vereinigung ist im Feuerwehrlokal in L-6833 Biver, Hauptstrooss. Die Postadresse ist zu L-6834 Biver, 8, Kiirchestrooss.

Art. 3. Die Dauer der Vereinigung ist unbegrenzt.

Art. 4. Die Aufgabe der Vereinigung hierunter als Wehr benannt, ist die geordnete Hilfeleistung bei Bränden, anderen Notständen und verschiedenen Veranstaltungen.

Zur Erfüllung dieser Aufgabe dient die theoretische und praktische Ausbildung der aktiven Mitglieder vor Ort, auf Gemeinde- oder Kantonebene, sowie die Fortbildung an der Nationalen Feuerweherschule beziehungsweise Zivilschutzschule.

Die Wehr gehört über den zuständigen Kantonalverband dem Luxemburger Landesfeuerwehrverband an und steht freiwillig, ehrenamtlich und autonom im Dienste der Gemeinde.

Eine weitere Aufgabe besteht darin, die Mitglieder zur Hilfsbereitschaft anzuregen, sowie die Kameradschaft unter ihnen zu fördern und zu pflegen.

Die Bildung einer Jugendfeuerwehr ist ins Auge zu fassen und nach den Reglementen der Nationalen Jugendkommission auszurichten.

Die Vereinigung kann alle zu ihrem Geschäftszweck nötigen Tätigkeiten und Akte unternehmen.

Kapitel II.- Mitglieder

Art. 5. Die Wehr besteht aus:

- Aktiven Mitgliedern;
- Inaktiven Mitgliedern;
- Ehrenmitgliedern.

Art. 6. Aktives Mitglied kann jeder männliche oder weibliche unbescholtene Bürger werden, der nach einem Probejahr und bestandem Grundlehrgang in die Wehr aufgenommen wird.

Jugendliche vom 8. bis zum 16. Lebensjahr bilden die Jugendfeuerwehr. Personen vom 16. bis zum 65. Lebensjahr bilden die Erwachsenenabteilung der Wehr.

Über die Aufnahme entscheidet der Vorstand. Eine eventuelle Ablehnung ist zu begründen und dem Antragsteller schriftlich mitzuteilen. Ein Rechtsanspruch auf Aufnahme besteht nicht.

Bei Eintritt und bei Aufnahme Jugendlicher bis zum 18. Lebensjahr in die Wehr ist die schriftliche Zustimmung der Eltern oder des Erziehungsberechtigten erforderlich.

Jugendliche, die sich in der Jugendfeuerwehr bewährt haben, können ab dem 16. Lebensjahr nach bestandem Grundlehrgang beziehungsweise goldenes Jugendfeuerwehrabzeichen und nach Aufnahme in die Erwachsenenabteilung übernommen werden. Die in der Jugendfeuerwehr abgedienten Jahre werden ihnen angerechnet.

Ab dem 50. Lebensjahr erfolgt die Aufnahme ohne Anrecht auf Sterbegeld und Veteranenzulage.

Die aktive Dienstzeit erlischt mit dem Alter von 65 Jahren.

Art. 7. Inaktives Mitglied wird jedes aktive Mitglied beim Erreichen der Altersgrenze, bei Invalidität und bei festgestellter Feuerwehrdienstunfähigkeit. Inaktive Mitglieder bleiben stimmberechtigt. Die als aktives Mitglied erworbene Rechte auf Ehrenzeichen, Veteranenzulage und Sterbegeld bleiben gewahrt.

Art. 8. Ehrenmitglied kann jeder werden, der zur Förderung und Unterstützung der Wehr einen hierzu bestimmten Jahresbeitrag leistet. Ehrenmitglieder sind nicht stimmberechtigt.

Der Ehrenmitgliedsbeitrag wird jedes Jahr vom Vorstand vorgeschlagen und von der Generalversammlung festgesetzt. Der Beitrag, den die Generalversammlung festsetzt, ist der Mindestbeitrag.

Art. 9. Jedes aktive und inaktive Mitglied hat das Recht:

- bei der Gestaltung des Wehrgeschehens aktiv mitzuwirken,
- in eigener Sache gehört zu werden,
- ab dem 16. Lebensjahr an der Wahl der Vorstandsmitglieder teilzunehmen.

Art. 10. Jedes aktive Mitglied übernimmt freiwillig die Verpflichtung:

- die im Rahmen der Statuten gegebenen Anordnungen genau zu befolgen;
- an den angesetzten praktischen und theoretischen Übungen und Wehrveranstaltungen regelmäßig, pünktlich und aktiv teilzunehmen;
- sich soweit als möglich an allen Einsätzen der Wehr bei Bränden und sonstigen Notständen aktiv zu beteiligen;
- Disziplin und Gehorsam gegenüber den Vorgesetzten zu wahren sowie Kameradschaft innerhalb der Mannschaft zu pflegen;
- aktiv zum Ansehen und Gedeihen der Wehr beizutragen;
- die Instandhaltung, Wartung und Pflege der ihm zur Verfügung gestellten Bekleidungs- und Ausrüstungsgegenstände zu gewährleisten;
- die Unfallverhütungsvorschriften genauestens zu beachten und zu befolgen.

Art. 11. Der Ausschluss eines Mitgliedes wird durch den Vorstand mit einer Stimmenmehrheit der anwesenden Vorstandsmitglieder vorgenommen und zwar wenn ein Mitglied durch eine Tat oder Nachlässigkeit schwerwiegend gegen die Statuten der Wehr, des Kantonalverbandes oder des Landesfeuerwehrverbandes verstossen hat.

Art. 12. Die Mitgliedschaft erlischt durch:

- Freiwilligen Austritt;
- Ausschluß durch den Vorstand;
- Tod.

Art. 13. Bei Austritt oder Ausschluss eines aktiven oder inaktiven Mitgliedes, sowie bei der Auflösung der Wehr, besteht kein Anrecht auf jedwede Aus- oder Rückzahlung noch können irgendwelche Ansprüche auf das Vermögen der Wehr geltend gemacht werden.

Bei Erlöschen der Mitgliedschaft ist das dem Mitglied zur Verfügung gestellte Eigentum der Wehr unvermittelt dem Vorstand auszuhändigen. Fehlendes, vorsätzlich oder grob fahrlässig beschädigtes Material ist zu ersetzen.

Kapitel III. Der Vorstand

Art. 14. Die Leitung der Wehr erfolgt durch den Vorstand, an dessen Spitze der Kommandant steht.

Der Vorstand setzt sich zusammen aus mindestens 7 aktiven Wehrmitgliedern;

- a) dem Kommandanten;
- b) dem Unterkommandanten;
- c) dem Sekretär;
- d) dem Kassierer;
- e) den Sektionschefs;
- f) den Mannschaftsvertretern;
- g) den Jugendleitern.

Aus der Zahl der Wehrsektionen zu je 9 Mann ergibt sich die Zahl der Sektionschefs und den Mannschaftsvertretern.

Die Vorstandsmitglieder werden mit einfacher Stimmenmehrheit von der Generalversammlung gewählt. Bei eventueller Stimmgleichheit wird bei allen Wahlen umgehend ein zweiter Wahlgang abgehalten. Bei erneuter Stimmgleichheit gilt der dienstälteste Kandidat als gewählt.

Der Kommandant wird der Gemeindeverwaltung seitens der Versammlung vorgeschlagen, welche ihrerseits den Kommandanten ernannt.

Die Graduierten der Wehr werden jedes Jahr von der Generalversammlung in ihrem Amt bestätigt.

Sekretär, Kassierer, Mannschaftsvertreter und Jugendleiter werden in verschränkter Reihenfolge auf die Dauer von 4 Jahren ebenfalls von der Generalversammlung in geheimer Wahl ermittelt und zwar so, daß die Wahl des Sekretärs, einer Hälfte der Mannschaftsvertreter und eines Jugendleiters in der Mitte der Amtszeit des Kassierers und der anderen Hälfte der Mannschaftsvertreter sowie Jugendleiters fällt. Bei eventueller Stimmgleichheit entscheidet das Dienstalter der Kandidaten.

Um sich für einen unter Abs. a), b), e), und g) zitierten Posten zu bewerben, muss der Kandidat nachstehende Bedingungen erfüllen:

- er muss seit mindestens 3 Jahren in der Wehr Dienst geleistet haben,
- mindestens 19 Jahre alt sein,
- falls er nicht im Besitz der nachstehend geforderten Urkunden ist, muss er sich verpflichten, binnen 2 Jahren im Besitz derselben zu sein,

- für den Posten von Kommandant und Unterkommandant muss er wenigstens im Besitze der B1- und der B2- Urkunde der Nationalen Feuerweherschule, sowie der Sauvetage-Urkunde der Zivilschutzschule sein. Der Sektionschef muss im Besitz der B1- und B2- Urkunde der Nationalen Feuerweherschule sein,

- um Jugendleiter zu werden, muss er mit Erfolg den B1 - und die von der Nationalen Jugendkommission vorgeschriebenen Jugendleiterlehrgänge mit Erfolg abgeschlossen haben.

Tritt ein Gradierte bei Wohnungswechsel in die Wehr ein, erhält er seinen der Feuerweherschule angepassten Grad. Er untersteht den Gradierten der Wehr und deren Statuten.

Art. 15. Kandidaten für einen Posten im Wehrvorstand müssen;

- am Wahltag das 18. Lebensjahr erreicht haben,
- mindestens ein ganzes Jahr aktives Mitglied der Wehr sein.

Kandidaturen müssen spätestens 48 Stunden vor der Generalversammlung schriftlich beim Präsidenten eingereicht worden sein.

Der gewählte Vorstand ist umgehend der Gemeindeverwaltung sowie dem Generalsekretariat des Landesfeuerwehrverbandes über den Kantonalverband schriftlich mitzuteilen.

Art. 16. Die Aufgaben des Vorstandes sind:

- die Geschäftsführung der Wehr,
- die Aufnahme beziehungsweise der Ausschluss von Mitgliedern,
- die Vorbereitung und Einberufung der Generalversammlung sowie die Festsetzung deren Tagesordnung,
- der Fortbestand der Wehr mittels einer Jugendfeuerwehr,
- jede Tätigkeit, welche nicht ausdrücklich durch die vorliegenden Statuten, durch die Satzung des Luxemburger Landesfeuerwehrverbandes oder durch Gesetz der Generalversammlung vorbehalten ist.

Art. 17. Der Vorstand tritt so oft zusammen, wie es die Belange der Wehr erfordern, auf Einberufung durch den Kommandanten oder wenn über ein Drittel der Vorstandsmitglieder dies wünscht. Der Vorstand ist beschlussfähig, wenn mehr als die Hälfte der Mitglieder anwesend ist. Er fasst seine Beschlüsse mit einfacher Stimmenmehrheit. Stimmengleichheit bedeutet Ablehnung.

Art. 18. Die Aufgaben des Kommandanten:

- a. die Leitung des Ausbildungs-, Übungs-, Rettungs- und Brandschutzdienstes;
- b. die Leitung der Vorstandssitzungen und der Generalversammlungen;
- c. die Vertretung der Wehr bei allen öffentlichen Anlässen;
- d. die Beurkundung, mit dem Sekretär, der Sitzungsberichte, der Korrespondenz und aller wichtigen Schriftstücke;
- e. die Aufsicht über ordnungsgemässen Auftritt und vorschriftsmässige Bekleidung der Feuerwehrleute bei Ausgängen der Wehr;
- f die Beratung der Gemeindeautoritäten in allen Angelegenheiten des Brand- und Rettungsdienstes, der Anschaffung von Feuerlöschgeräten und Rettungsmaterial und die Anregung zu Verbesserungsmaßnahmen;
- g. die Überwachung einer ordnungsgemässen Führung von Inventar- und Dienstbuch, sowie von Mitglieder- und Anwesenheitslisten.

Art. 19. Die Aufgaben des Unterkommandanten:

Der Unterkommandant hat die Aufgabe, den Kommandanten bei der Ausführung seiner Mission zu unterstützen und ihn im Abwesenheits- oder Verhinderungsfalle zu ersetzen.

Die aufgeführten Aufgaben des Kommandanten können an qualifizierte Mitglieder der Wehr abgeben werden.

Art. 20. Die Aufgaben der Sektionschefs:

Sie unterstützen den Kommandanten bei der Ausbildung. Bei Ausbildung und Einsatz werden ihnen je eine Mannschaft zugeteilt.

Art. 21. Die Aufgaben der Jugendleiter:

Unter der Aufsicht des Kommandanten unterrichten sie die Jugendabteilung der Feuerwehr nach den Reglementen und Vorschriften der Nationalen Jugendfeuerwehrkommission. Sie legen dem Kommandanten Rechenschaft ab.

Art. 22. Die Aufgaben der Mannschaftsvertreter:

Sie nehmen die Interessen der Mannschaft wahr und unterbreiten dem Kommandanten resp. dem Vorstand deren Anliegen. Sie sind das Bindeglied zwischen Mannschaft und Vorstand.

Kapitel IV. Die Generalversammlung

Art. 23. Die Generalversammlung muss mindestens einmal jährlich vom Vorstand einberufen werden.

Einberufungen zur Generalversammlung erfolgen schriftlich mit einer Mindestfrist von 8 Tagen, unter Angabe der Tagesordnung.

Art. 24. Die Generalversammlung wird vom Kommandanten oder, bei Verhinderung desselben, vom Unterkommandanten geleitet. Sie ist öffentlich.

Die Generalversammlung ist beschlussfähig, wenn mindestens die Hälfte der stimmberechtigten Mitglieder anwesend ist. Ist dies nicht der Fall, so kann sofort eine ausserordentliche Generalversammlung einberufen werden, welche in jedem Fall beschlussfähig ist.

Jedes stimmberechtigte Mitglied verfügt über eine Stimme. Ein Mitglied kann sich durch ein anderes Mitglied vertreten lassen. Beschlüsse werden mit einfacher Stimmenmehrheit gefasst, sofern die vorliegenden Statuten es nicht anders bestimmen. Stimmengleichheit bedeutet Ablehnung.

Art. 25. Die Generalversammlung hat folgende Aufgaben:

- a. die geheime Wahl und Abberufung der Vorstandsmitglieder;
- b. die Wahl der Kassenrevisoren;
- c. die Festlegung der Mitgliedsbeiträge;
- d. die Genehmigung des Tätigkeits-, Kassen- und Kassenprüfberichts;
- e. die Beratung und Beschlussfassung über eingebrachte Anträge;
- f. die Abänderung der Wehrstatuten;
- g. die Auflösung der Wehr.

Art. 26. Die Statuten der Wehr können nur abgeändert werden, wenn die zur Änderung anstehenden Artikel in der Einberufung zur Generalversammlung aufgeführt sind und wenn wenigstens zwei Drittel der Mitglieder anwesend sind. Für eine Änderung ist eine zwei Drittel Stimmenmehrheit erforderlich.

Wenn keine zwei Drittel der Mitglieder anwesend sind, kann innerhalb von 20 Tagen eine zweite Generalversammlung stattfinden, wobei die Hälfte der Mitglieder anwesend sein muss. Der Beschluss dieser zweiten Versammlung muss vom Zivilgericht anerkannt werden.

Kapitel V.- Sekretariat

Art. 27. Der Sekretär der Wehr:

- führt das Mitgliedverzeichnis, welches neben den Personalangaben (Name, Vorname, Geburtsort, Geburtsdatum, Wohnort) die stets fortlaufende Stammlistennummer als auch das Eintritts- und Austrittsdatum des jeweiligen Mitglieds der Wehr enthält, wobei diesbezüglich kein Unterschied zwischen Mitgliedern der Wehr und Mitglieder der Jugendwehr gemacht wird;
- erledigt schriftliche Arbeiten, wie Korrespondenz, Einberufungen zu Generalversammlungen, Vorstandssitzungen, Ausgängen, Veranstaltungen, Übungen und Kursen;
- verfasst die Berichte über die Vorstandssitzungen und die Generalversammlungen. Die Beschlüsse der Generalversammlung werden in einem eigenen Register festgehalten.

Kapitel VI.- Kassenwesen und Geschäftsjahr

Art. 28. Das Kassenwesen wird vom Kassierer der Wehr versehen. Er führt ordnungsgemäss Buch über Einnahmen und Ausgaben und legt Rechnung ab.

Kassen- und Buchführungen sind jährlich, nach Ablauf des Geschäftsjahres, abzuschliessen und von mindestens zwei Kassenrevisoren auf ihrer Richtigkeit zu prüfen sowie abzuzeichnen. Sie legen dem Vorstand und der Generalversammlung Bericht über die Kassenprüfung ab.

Der Kassierer hält das Kassen- und Kontenbuch dem Vorstand jederzeit zur Ansicht zur Verfügung. Der Kassierer erhält Entlastung durch die Generalversammlung.

Art. 29. Des Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember. Ausnahmsweise beginnt das erste Geschäftsjahr an dem Datum der Unterzeichnung vorliegender Statuten und endet am 31. Dezember desselben Jahres.

Kapitel VII. Auflösung der Wehr

Art. 30. Bei einer gemäss den gesetzlichen Bestimmungen Auflösung der Wehr wird das Liquidationsverfahren von der Generalversammlung festgelegt. Nach Begleichung aller Schulden wird Eigentum und Vermögen der Wehr der Gemeinde zur Verwaltung übertragen um es einer neuen dem Landesfeuerwehrverband angegliederten Wehr zu übergeben.

Kapitel VIII. Verschiedenes

Art. 31. Die Wehr übernimmt keine Haftung für eventuelle im Dienst erlittene Schäden. Schadenersatzansprüche können nur nach den geltenden gesetzlichen Regeln gestellt werden.

Art. 32. Die gegenwärtigen Statuten ersetzen und heben die bis dahin geltenden satzungsmässigen Bestimmungen der Freiwilligen Feuerwehr Biwer vom 13. Januar 1996 auf. Die Wehr übernimmt alle historischen und materielle Rechte und Verpflichtungen sowie die Organisation der Freiwilligen Feuerwehr Biwer.

Art. 33. Für alle in den gegenwärtigen Statuten nicht ausdrücklich vorgesehenen Fälle gelten die allgemeinen Bestimmungen des Gesetzes vom 21. April 1928 über die Vereinigungen ohne Gewinnzweck, abgeändert durch die Gesetze vom 22. Februar 1984 und vom 4. März 1994, die Satzungen und Richtlinien des Landesfeuerwehrverbandes, die Gesetze und die grossherzoglichen und ministeriellen Reglemente betreffend des Feuerlösch- und Rettungswesens.

Unterschriften.

Nach Annahme der Statuten, hat der Vorstand der Vereinigung einstimmig vorstehende Beschlüsse angenommen:

- 1) Der Vorstand setzt sich wie folgt zusammen:
 - a. Herr Benner Norbert, Kommandant;
 - b. Herr Mehlen Marc, Unterkommandant;
 - c. Herr Benner Nico, Sekretär;
 - d. Herr Kohnen François, Kassierer und Sektionschef;
 - e. Herr Roettgers Ed, Jugendleiter;
 - f. Herr Benner Romain, Sektionschef;
 - g. Herr Goerend Alphonse, Sektionschef;
 - h. Herr Coudouent Serge, Mannschaftsvertreter;
 - i. Frau Schaefer-Zenner Josée, Mannschaftsvertreter;

2) Als Kassenrevisoren wurden folgende Personen genannt:

Herr Schmit Claude,

Herr Schiltz Steve.

3. Der Ehrenmitgliedsbeitrag wurde auf 250,- Franken festgesetzt.

(16985/000/245) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2001.

**WORLD TECH S.A., Société Anonyme,
(anc. EURO TECH TRADING S.A., Société Anonyme).**

Siège social: L-2210 Luxembourg, 40, boulevard Napoléon I^{er}.

R. C. Luxembourg B 68.010.

Constituée par acte passé par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster en date du 7 janvier 1999, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C n° 209 du 26 mars 1999, modifiée par acte passé par le même notaire, en date du 19 août 1999, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C n° 851 du 15 novembre 1999.

—
Assemblée Générale Extraordinaire du 30 janvier 2001

Il résulte de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société WORLD TECH S.A., tenue au siège social en date du 30 janvier 2001, que les actionnaires ont pris à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

1. L'assemblée générale décide de convertir le capital social à partir du 1^{er} janvier 2001 de LUF en EUR au cours de EUR 1,- pour LUF 40,3399 de sorte que le capital social se montera provisoirement à EUR 30.986,69 représenté par 1.250 actions sans désignation de valeur nominale.

3. L'assemblée générale décide d'augmenter le capital social à concurrence de EUR 263,31 pour le porter de son montant actuel converti à EUR 31.250,- par l'incorporation des résultats reportés.

4. L'assemblée générale décide de fixer la valeur nominale des actions à euros (EUR) vingt-cinq (25,-) par action.

5. Suite aux quatre résolutions qui précèdent l'article 5 des statuts est modifié pour avoir désormais la teneur suivante:

Art. 5. «Le capital social est fixé à trente et un mille deux cent cinquante euros (31.250,- EUR) représenté par mille deux cent cinquante (1.250) actions d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (25,- EUR).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

WORLD TECH S.A.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} mars 2001, vol. 550, fol. 25, case 11. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(16696/770/29) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mars 2001.

WORLD TECH S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 40, boulevard Napoléon I^{er}.

R. C. Luxembourg B 68.010.

Constituée par acte passé par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, en date du 7 janvier 1999, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C n°209 du 26 mars 1999, modifiée par acte passé par le même notaire, en date du 19 août 1999, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C n°851 du 15 novembre 1999.

—
Assemblée générale extraordinaire du 30 janvier 2001

Il résulte de l'assemblée générale extraordinaire de la société WORLD TECH S.A., tenue au siège social en date du 24 janvier 2001, que les actionnaires ont pris à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

1. Nomination de Monsieur Robert Azzi, demeurant au 292, Elgin street, Ottawa ON K2P 1ME, Canada comme nouvel administrateur-délégué pour une durée de 3 ans:

2. Acceptation de la démission de Monsieur Jean Beissel comme administrateur. Décharge pleine et entière lui est accordée pour l'exercice de son mandat.

3. Nomination de COSTALIN LTD (British Virgin Islands, road Town, Tortola) comme nouvel administrateur pour une durée de 3 ans.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

WORLD TECH S.A.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} mars 2001, vol. 550, fol. 25, case 11. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(16697/770/24) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mars 2001.

VENTURI S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1628 Luxembourg, 71, rue des Glacis.

—
STATUTS

L'an deux mille un, le vingt-trois février.

Par-devant Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

- 1) G.C.C. S.A., une société avec siège social à L-1628 Luxembourg, 71, rue des Glacis, ici représentée par son administrateur-délégué Monsieur Marc Van Hoek, expert-comptable, domicilié professionnellement à L-1628 Luxembourg, 71, rue des Glacis.
- 2) Monsieur Marc Van Hoek, expert-comptable, domicilié professionnellement à L-1628 Luxembourg, 71, rue des Glacis.

Lesquels comparants, ès qualités qu'ils agissent, ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'ils vont constituer entre eux:

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de VENTURI S.A.

Le siège social est établi à Luxembourg.

Il pourra être transféré dans tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale du siège ou la communication de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

La durée de la Société est illimitée. La Société pourra être dissoute à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires, délibérant dans les formes prescrites par la loi pour la modification des statuts.

Art. 2. La Société a pour objet le développement pour son propre compte ainsi que pour le compte de tiers de projets d'entreprises ainsi que de projets industriels et commerciaux.

La Société a également pour objet de développer des activités de services dans le domaine civil, commercial et industriel, et notamment:

- l'activité de conseil en organisation et informatique d'entreprise;
- le façonnage informatique;
- la promotion sous toutes ses formes des systèmes et moyens d'information et de communication;
- le développement de tous biens et services répondant au besoin de l'information et de la communication;
- la réalisation de programmes d'études et de recherches;
- l'édition et la publication d'ouvrages;
- la propriété et gestion d'un portefeuille de valeurs mobilières par voie d'achat, de vente, d'échange, d'apport, de souscription de parts, d'actions, d'obligations et de tous titres en général, directement ou dans le cadre d'un mandat de gestion consenti à un prestataire de service, à l'exclusion de ceux entraînant pour leur titulaire de la qualité de commerçant, de toutes opérations de découvert, emprunts ou opérations assimilées;
- l'acquisition, la mise en valeur, l'administration, l'exploitation, la location d'immeubles et de tous biens immobiliers;
- l'acquisition, la prise à bail, la mise en valeur de tous terrains et l'édification sur lesdits terrains de toute construction;
- l'achat et la vente de tous biens immobiliers;
- l'achat dans le but de la revente de tous biens meubles ou immeubles;
- la réalisation d'études, de recherches et d'actions dans le domaine de la gestion, de l'assistance et du conseil à toutes sociétés.

La Société a en outre pour objet la prise de participations par tous moyens, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères créées ou à créer, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La Société peut notamment acquérir par voie d'apport, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation, groupement d'intérêt économique, location, gérance, option, achat et de toute autre manière des valeurs immobilières et mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La Société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La Société peut emprunter et accorder à d'autres sociétés dans lesquelles la société détient un intérêt, tous concours, prêts, avances ou garanties.

La Société peut également procéder à toutes opérations immobilières, mobilières, commerciales, industrielles et financières nécessaires et utiles pour la réalisation de l'objet social.

La Société est autorisée à ouvrir des filiales ou succursales tant au Grand-Duché qu'à l'étranger.

Art. 3. Le capital social est fixé à trente et un mille cinq cents (31.500,-) euros, divisé en trois mille cent cinquante (3.150) actions d'une valeur nominale de dix (10,-) euros chacune.**Art. 4.** Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire.

Les actions de la Société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Il est expressément prévu que la titularité de chaque action représentative du capital souscrit pourra être exercée:

- soit en pleine propriété;
- soit en usufruit, par un actionnaire dénommé usufruitier et en nue-propiété par un actionnaire dénommé nu-propiétaire.

Les droits attachés à la qualité d'usufruitier et conférés par chaque action sont déterminés ainsi qu'il suit:

- droits sociaux dans leur ensemble;
- droit de vote aux assemblées générales;
- droit aux dividendes;
- droit préférentiel de souscription des actions nouvelles en cas d'augmentation de capital.

Les droits attachés à la qualité de nu-propiétaire et conférés par chaque action sont ceux qui sont déterminés par le droit commun et en particulier le droit au produit de liquidation de la société.

La titularité de l'usufruit ou de la nue-propiété des actions sera matérialisée et établie de la façon suivante:

Si les actions sont nominatives, par l'inscription dans le registre des actionnaires:

- en regard du nom de l'usufruitier de la mention usufruit;
- en regard du nom du nu-propiétaire de la mention nue-propiété.

Si les actions sont au porteur:

- par le manteau des actions à attribuer au nu-propiétaire et;
- par les coupons des actions à attribuer à l'usufruitier.

En cas de vente de l'usufruit ou de la nue-propiété, la valeur de l'usufruit ou de la nue-propiété sera déterminée:

- a) par la valeur de la pleine propriété des actions établie en conformité avec les règles d'évaluation prescrites par la loi;
- b) par les valeurs respectives de l'usufruit et de la nue-propiété conformément aux dixièmes forfaitaires fixés par les lois applicables au Grand-Duché de Luxembourg en matière d'enregistrement et de droits de succession.

En cas d'augmentation du capital social les droits attachés aux actions nouvelles seront les mêmes que ceux dont jouissent les actions anciennes.

Art. 5. La Société pourra procéder au rachat de ses actions au moyen de ses réserves disponibles et en respectant les dispositions de l'article 49-2 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Le capital social de la Société peut être augmenté ou diminué en une ou plusieurs tranches par une décision de l'assemblée générale des actionnaires prise en accord avec les dispositions applicables au changement des statuts.

Art. 6. Les actions ne peuvent être cédées que par décision d'une assemblée des actionnaires réunissant un quorum de 3/4 et statuant à la majorité des 3/4.

L'actionnaire qui veut céder tout ou partie de ses actions (le «cédant») doit en informer le Conseil d'Administration par lettre recommandée («l'avis de cession») en indiquant le nombre des actions dont la cession est demandée, les nom, prénoms, profession et domicile des cessionnaires proposés.

Dans les quinze jours de la réception de l'avis de cession le Conseil d'Administration donne son accord ou, le cas échéant, transmet la copie de l'avis de cession aux actionnaires autres que le cédant par lettre recommandée.

Les autres actionnaires auront alors un droit de préemption pour l'achat des actions dont la cession est proposée. Ce droit s'exerce proportionnellement au nombre d'actions possédées par chacun de ces actionnaires. Le non-exercice, total ou partiel, par un actionnaire de son droit de préemption accroît celui des autres. En aucun cas les actions ne peuvent être fractionnées; si le nombre des actions à céder n'est pas exactement proportionnel au nombre des actions pour lesquelles s'exerce le droit de préemption, les actions en excédent sont, à défaut d'accord, attribuées par la voie du sort et sous la responsabilité du Conseil d'Administration.

L'actionnaire qui entend exercer son droit de préemption doit en informer le Conseil d'Administration par lettre recommandée endéans les trente jours de la réception de l'avis de cession envoyé conformément aux dispositions du troisième paragraphe de cet article, faute de quoi il est déchu de son droit de préemption. Pour l'exercice des droits procédant de l'accroissement des droits de préemption des actionnaires suivant les dispositions de la troisième phrase du quatrième paragraphe de cet article, les actionnaires jouiront d'un délai supplémentaire d'un mois commençant à courir à l'expiration du délai de trente jours indiqué dans la première phrase de ce paragraphe.

Les actionnaires exerçant leur droit de préemption pourront acquérir les actions au prix indiqué dans l'avis de cession. Toute contestation relative à la juste valeur du prix d'achat et n'ayant pas été résolue par accord écrit mutuel entre actionnaires sera, dans un délai maximum de trente jours après la survenance de cette contestation, soumise à un réviseur d'entreprises indépendant nommé par le Conseil d'Administration de la Société. Les honoraires du réviseur d'entreprises indépendant seront partagés entre le cédant et le cessionnaire. La détermination du prix d'achat par le réviseur d'entreprises indépendant sera définitive et sans recours, mais celui-ci devra impérativement tenir compte des offres ainsi que des perspectives d'avenir de la Société.

Le droit de préemption pourra porter sur tout ou partie seulement des actions faisant l'objet de la demande de cession. Dans un délai de deux mois à partir de la réception de l'avis de cession indiqué au deuxième paragraphe de cet article, le Conseil d'Administration doit approuver ou refuser le transfert des actions. Si le conseil d'administration ni approuve ni refuse le transfert des actions dans ce délai de deux mois, le transfert des actions est considéré comme approuvé. Si le Conseil d'Administration refuse le transfert des actions, le Conseil doit, dans un délai de six mois commençant à la date de son refus, trouver un acheteur pour les actions offertes ou doit faire racheter les actions par la société en conformité avec les dispositions de la loi. Si le Conseil d'Administration ne trouve pas un acheteur ou si la Société ne rachète pas les actions offertes dans ce délai, le transfert des actions est considéré comme approuvé.

Art. 7. La Société est administrée par un Conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut pas dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas, l'Assemblée Générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 8. Le Conseil d'Administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social, tout ce qui n'est pas réservé à l'Assemblée Générale par la Loi ou les présents statuts est de sa compétence.

De même, le Conseil d'Administration est autorisé à émettre des emprunts obligataires sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payable en quelque monnaie que ce soit.

Le Conseil d'Administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.

Tout ce qui n'est pas réservé à l'Assemblée Générale par la loi ou les présents statuts est de la compétence du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration peut désigner son président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le Conseil d'Administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télex ou télécopie, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou télécopie.

Les décisions du Conseil d'Administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Les résolutions signées par tous les administrateurs seront aussi valables et efficaces que si elles avaient été prises lors d'un conseil dûment convoqué et tenu. De telles signatures peuvent apparaître sur un document unique ou sur des copies multiples d'une résolution identique et peuvent être révélées par lettres, télégrammes, télex ou téléfax.

Le Conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la Société à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

La délégation à un membre du Conseil d'Administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'Assemblée Générale.

La Société se trouve engagée soit par la signature conjointe de deux administrateurs, soit par la signature individuelle d'un administrateur-délégué.

Art. 9. La surveillance de la Société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Art. 10. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 11. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le troisième mercredi du mois de juin à onze heures à Luxembourg, au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est férié, l'Assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 12. Les convocations pour les Assemblées Générales sont faites conformément aux dispositions légales.

Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

Art. 13. L'Assemblée Générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la Société.

Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Art. 14. Sous réserve des dispositions de l'article 72-2 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, le Conseil d'Administration est autorisé à procéder à un versement d'acomptes sur dividendes.

Art. 15. La loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales trouvera son application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

1) Le premier exercice social commence aujourd'hui même et finit le 31 décembre 2001.

2) La première assemblée générale annuelle aura lieu en 2002.

Souscription et Libération

Les comparants précités ont souscrit aux actions créées de la manière suivante:

1) G.C.C. S.A., préqualifiée, trois mille cent quarante-neuf actions	3.149
2) Monsieur Marc Van Hoek, préqualifié, une action	1
Total: trois mille cent cinquante actions	3.150

Toutes les actions ont été entièrement libérées en espèces de sorte que le montant de trente et un mille cinq cents (31.500,-) euros est à la libre disposition de la société ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Evaluation

Pour les besoins de l'enregistrement, le capital social est évalué à un million deux cent soixante-dix mille sept cent sept (1.270.707,-) francs luxembourgeois.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève approximativement à la somme de soixante-cinq mille francs (65.000.-) francs.

Assemblée constitutive

Et à l'instant, les comparants préqualifiés, représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués, et, après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

- 1) Le nombre des administrateurs est fixé à 3 et celui des commissaires à un.
- 2) Sont appelés aux fonctions d'administrateurs:
 - a) Monsieur Marc Van Hoek, expert-comptable, domicilié professionnellement à L-1628 Luxembourg, 71, rue des Glacis,
 - b) Monsieur Jean-Marie Nicolay, licencié en droit, domicilié professionnellement à L-1628 Luxembourg, 71, rue des Glacis,
 - c) Madame Laurence Braun, employée, demeurant à B-6700 Arlon, 172, avenue du Bois d'Arlon.
- 3) Est appelé aux fonctions de commissaire:

Monsieur Bruno Marchais, expert-comptable et commissaire aux comptes, domicilié professionnellement à F-75017 Paris, 26, avenue de Villiers.
- 4) Les mandats des administrateurs et du commissaire prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle statuant sur les comptes de l'exercice clôturé le 31 décembre 2005.
- 5) Le siège de la Société est fixé à L-1628 Luxembourg, 71, rue des Glacis.
- 6) Conformément à l'article 60 de la loi sur les sociétés commerciales et à l'article 8 des statuts, le Conseil d'Administration est autorisé à nommer Marc Van Hoek, préqualifié, aux fonctions d'administrateur-délégué lequel aura tout pouvoir pour engager valablement la Société par sa seule signature.

Réunion du conseil d'administration

Et à l'instant, s'est réuni le Conseil d'Administration qui, après avoir constaté que la totalité de ses membres était présente ou représentée, a décidé, à l'unanimité des voix, d'élire Monsieur Marc Van Hoek, préqualifié, administrateur-délégué de la Société, avec tous les pouvoirs pour engager valablement la Société par sa seule signature.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: M. Van Hoek, A. Schwachtgen.

Enregistré à Luxembourg, le 27 février 2001, vol. 128S, fol. 52, case 9. – Reçu 12.707 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} mars 2001.

A. Schwachtgen.

(16982/230/229) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2001.

WATSONS WATER (LUXEMBOURG) INVESTMENTS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Registered office: L-1728 Luxembourg, 7, rue du Marché-aux-Herbes.

STATUTES

In the year two thousand one, on the twenty-nine of January.

Before Maître Joseph Elvinger, notary public residing at Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

Appeared:

WATSONS WATER (EUROPE) HOLDINGS LIMITED, incorporated under the Law of the British Virgin Islands and having its registered office at P.O. Box 957, Offshore Incorporations Centre, Road Town, Tortola, British Virgin Islands, hereby represented by Mr Patrick Van Hees, jurist, residing at Messancy, Belgium, by virtue of a proxy given under private seal.

The beforesaid proxy, being initialled ne varietur by the proxy holder and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Thereafter, the predesignated appearing party, acting as founder, has requested the undersigned notary to draw up the Articles of Incorporation of a «société à responsabilité limitée» (limited liability partnership), which it has established as follows:

Articles of Incorporation

Art. 1. There is hereby formed a «société à responsabilité limitée», limited liability partnership company, governed by the present articles of incorporation and by current Luxembourg laws, especially the laws of August 10th, 1915 on commercial companies, of September 18th, 1933 on «sociétés à responsabilité limitée», as amended, and more particularly the law of December 28th, 1992 about unipersonal companies.

At any moment, the partner may join with one or more joint partners and, in the same way, the following partners may adopt the appropriate measures to restore the unipersonal character of the Company.

Art. 2. The Company is incorporated under the name of WATSONS WATER (LUXEMBOURG) INVESTMENTS, S.à r.l.

Art. 3. The Company's purpose is to take participations, in any form whatsoever, in any commercial, industrial, financial or other, Luxembourg or foreign enterprises; to acquire any securities and rights through participation, contribution, underwriting firm purchase or option, negotiation or in any other way and namely to acquire patents and licences, to manage and develop them; to grant to enterprises in which the Company has an interest, any assistance, loans, advances or guarantees, finally to perform any operation which is directly or indirectly related to its purpose, however without taking advantage of the Act of July 31st, 1929, on Holding Companies.

The company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly in all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

Art. 4. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. The registered office may be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by a decision of the partners.

Art. 5. The Company is constituted for an unlimited period.

Art. 6. The Company's capital is set at EUR 12,500.- (twelve thousand five hundred euros), represented by 500 (five hundred) shares of EUR 25.- (twenty-five euros) each.

Art. 7. The shares are freely transferable among the partners.

No transfer of shares to a non-partner may take place without the agreement of the other partners and without having been first offered to them.

Otherwise it is referred to the provisions of articles 189 and 190 of the co-ordinate law on trading companies.

The shares are indivisible with regard to the Company, which admit only one owner for each of them.

Art. 8. The life of the Company does not come to an end by death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of any partner.

Art. 9. The creditors, representatives, rightful owner or heirs of any partner are neither allowed, in circumstances, to require the sealing of the assets and documents of the Company, nor to interfere in any manner in the administration of the Company. They must for the exercise of their rights refer to financial statements and to the decisions of the meetings.

Art. 10. The Company is managed by one or more managers either partners or not, appointed by the partners with or without limitation of their period of office.

Each manager shall have individually and on his single signature the full power to bind the Company for all acts within the bounds laid down by its purpose and by the law.

The powers and remuneration of any managers possibly appointed at a later date in addition to or in the place of the first managers will be determined in the act of nomination.

Art. 11. Any manager does not contract in his function any personal obligation concerning the commitments regularly taken by him in the name of the Company; as a mandatory he is only responsible for the execution of his mandate.

Art. 12. The sole partner exercises the powers devolved to the meeting of partners by the dispositions of Section XII of the law of August 10th, 1915 on sociétés à responsabilité limitée.

As a consequence thereof, all decisions which exceed the powers of the managers are taken by the sole partner.

In case of more partners, the decisions which exceed the powers of the managers shall be taken by the meeting.

Resolutions are validly adopted when taken by partners representing more than half of the capital.

However, decisions concerning a modification of the articles of incorporation must be taken by a majority vote of partners representing the three quarters of the capital. If this majority is not attained at a first meeting, the partners are immediately convened by registered letters to a second meeting.

At this second meeting, decisions will be taken at the majority of voting partners whatever majority of capital be represented.

Art. 13. The Company's financial year begins on January 1st and closes on December 31st.

Art. 14. Each year, as of the 31st of December, the management will draw up the balance sheet which will contain a record of the properties of the Company and the profit and loss account, as also an appendix according to the prescriptions of the law in force.

Art. 15. Each partner may inspect at the head office the inventory, the balance sheet and the profit and loss account.

Art. 16. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortizations, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year five per cent of the net profit will be transferred to the statutory reserve.

This deduction ceases to be compulsory when the statutory reserve amounts to one tenth of the issued capital but must be resumed till the reserve fund is entirely reconstituted if, at any time and for any reason whatever, it has been broken into.

The excess is distributed among the partners. However, the partners may decide, at the majority vote determined by the relevant laws, that the profit, after deduction of the reserve, be either carried forward or transferred to an extraordinary reserve.

Art. 17. In the event of a dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by the managers or a partner upon agreement which are vested with the broadest powers for the realization of the assets and payment of debts.

When the liquidation of the Company is closed, the assets of the Company will be attributed to the partners proportionally to the shares they hold.

Art. 18. For all matters not provided for in the present articles of incorporation, the partners refer to the existing laws.

Transitory Measures

Exceptionally the first financial year shall begin today and end on December 31st, 2001.

Payment - Contributions

WATSONS WATER (EUROPE) HOLDINGS LIMITED, sole founder prenamed, declares and acknowledges that each subscribed share has been fully paid up in cash, so that from now on the Company has at its free and entire disposal the contributions referred to above.

Proof thereof has been given to the undersigned notary who expressly acknowledges it.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about fifty thousand Luxembourg Francs.

Extraordinary general meeting

Immediately after the incorporation of the Company, the abovenamed person, representing the entirety of the subscribed capital and exercising the powers of the meeting, passed the following resolutions:

1) Are appointed as managers for an undetermined duration:

- a) Mr Ian Francis Wade, Director, residing at 27A Block 1, Grand Garden, 61, South Bay Road, Honk Kong;
- b) Mr Allan Soby Feldt, Director, residing at Stigardsvej 26, 2680 Solrod Strand, Denmark;
- c) Mr Kenneth Son Va Cheok, Director, residing at 41 Plater Drive, Waterside, Oxford OX2 6QU, United Kingdom;
- d) Mr Robert Martin Finnegan, Director, residing at Flat 9, The Wharf House, Juxon Street, Oxford OX2 6DU, United Kingdom;
- e) Ms Edith Shih, Director, residing at 13C Po Garden, 9, Brewin Path, Hong Kong.

In accordance with article ten, each manager shall have individually and on his single signature the full power to bind the company for all acts within the bounds laid down by its purpose and by the law.

2) The Company shall have its registered office at L-1728 Luxembourg, 7, rue du Marché aux Herbes.

The undersigned notary who understands and speaks English, hereby states that on request of the founder, the present incorporation deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

In faith of which We, the undersigned notary have set hand and seal in Luxembourg City, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder, said person signed with Us, the Notary, the present original deed.

Traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille un, le vingt-neuf janvier.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Ont comparu:

WATSONS WATER (EUROPE) HOLDINGS LIMITED, société de droit des Iles Vierges Britanniques, ayant son siège social à P.O. Box 957, Offshore Incorporations Centre, Road Town, Tortola, British Virgin Islands, ici représentée par Monsieur Patrick Van Hees, juriste, demeurant à Messancy, Belgique, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

Ladite procuration, paraphée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Ensuite le comparant prédésigné, agissant en qualité de fondateur, a requis le notaire soussigné de dresser acte des statuts d'une société à responsabilité limitée qu'il a arrêté comme suit:

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée qui sera régie par les présents statuts et les lois luxembourgeoises actuellement en vigueur, notamment par celles du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et du 18 septembre 1933 sur les sociétés à responsabilité limitée, telles que modifiées, et plus particulièrement la loi du 28 décembre 1992 sur les sociétés unipersonnelles, ainsi que par les présents statuts.

A tout moment, l'associé peut s'adjoindre un ou plusieurs co-associés et, de même, les futurs associés peuvent prendre les mesures appropriées tendant à rétablir le caractère initial unipersonnel de la Société.

Art. 2. La Société prend la dénomination de WATSONS WATER (LUXEMBOURG) INVESTMENTS, S.à r.l.

Art. 3. L'objet de la Société est de prendre des participations, sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, d'acquérir tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière et notamment d'acquérir tous brevets et licences, les gérer et les mettre en valeur, d'octroyer aux entreprises dans laquelle la Société a un intérêt, tous concours, prêts, avances ou garanties, enfin de mener à bien toutes

opérations généralement quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet, toutefois sans vouloir bénéficier de la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holdings.

La société peut réaliser toutes opérations commerciales, techniques et financières, en relation directe ou indirecte avec les secteurs prédécrits et aux fins de faciliter l'accomplissement de son objet.

Art. 4. Le siège social est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés.

Art. 5. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 6. Le capital social est fixé à EUR 12.500,- (douze mille cinq cents euros), divisé en 500 (cinq cents) parts sociales de EUR 25,- (vingt-cinq euros) chacune.

Art. 7. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Aucune cession de parts sociales entre vifs à un tiers non-associé ne peut être effectuée qu'avec l'agrément des autres associés et après leur avoir été offerte en priorité.

Pour le reste il est référé aux dispositions des articles 189 et 190 de la loi coordonnée sur les sociétés commerciales.

Les parts sont indivisibles à l'égard de la Société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elle.

Art. 8. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

Art. 9. Les créanciers, représentants, ayants droit ou héritiers des associés ne pourront pour quelque motif que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits se rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées.

Art. 10. La Société est administrée par un ou plusieurs gérants associés ou non, choisis par les associés avec ou sans limitation de la durée de leur mandat.

Chaque gérant aura individuellement et sous sa seule signature les pleins pouvoirs pour engager la Société pour tous actes, dans les limites fixées par son objet social ou la loi.

Les pouvoirs et rémunérations des gérants éventuellement nommés postérieurement en sus ou en remplacement des premiers gérants seront déterminés dans l'acte de nomination.

Art. 11. Un gérant ne contracte en raison de ses fonctions, aucune obligation personnelle quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société; simple mandataire, il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

Art. 12. L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 relatives aux sociétés à responsabilité limitée.

Il s'ensuit que toutes décisions qui excèdent les pouvoirs reconnus aux gérants sont prises par l'associé unique.

En cas de pluralité d'associés, les décisions qui excèdent les pouvoirs reconnus aux gérants sont prises en assemblée.

Les résolutions ne sont valablement adoptées que pour autant qu'elles soient prises par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social. Si ce quorum n'est pas atteint lors de la première assemblée, une seconde assemblée sera immédiatement convoquée par lettres recommandées.

Lors de cette deuxième assemblée, les résolutions seront adoptées à la majorité des associés votant quelle que soit la portion du capital représenté.

Art. 13. L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

Art. 14. Chaque année avec effet au 31 décembre la gérance établit le bilan qui contiendra l'inventaire des avoirs de la Société et de toutes les dettes actives et passives, et le compte de profits et pertes ainsi qu'une annexe conforme aux dispositions de la loi en vigueur.

Art. 15. Tout associé peut prendre communication au siège social de la Société de l'inventaire, du bilan et du compte de profits et pertes.

Art. 16. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges et amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent du bénéfice net seront affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve légale aura atteint un dixième du capital social, mais devront être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé.

Le solde du bénéfice net est distribué entre les associés. Néanmoins, les associés peuvent, à la majorité prévue par la loi, décider qu'après déduction de la réserve légale, le bénéfice sera reporté à nouveau ou transféré à une réserve spéciale.

Art. 17. En cas de dissolution de la Société pour quelque raison que ce soit, la liquidation sera faite par les gérants ou un associé désigné et qui auront les pouvoirs les plus larges pour réaliser les actifs et régler le passif de la Société.

La liquidation terminée, les avoirs de la Société seront attribués aux associés en proportion des parts sociales qu'ils détiennent.

Art. 18. Pour tout ce qui n'est pas prévu par les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Disposition transitoire

Exceptionnellement le premier exercice commencera le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2001.

Libération - Apports

WATSONS WATER (EUROPE) HOLDINGS LIMITED, seul fondateur prédésigné, déclare et reconnaît que chacune des parts sociales souscrites a été intégralement libérée en espèces, de sorte que les apports susmentionnés sont dès à présent à l'entière et libre disposition de la Société.

Preuve en a été apportée au notaire instrumentant qui le constate expressément.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ cinquante mille francs luxembourgeois.

Assemblée générale extraordinaire

Immédiatement après la constitution de la Société, le comparant précité, représentant la totalité du capital social, exerçant les pouvoirs de l'assemblée, a pris les résolutions suivantes:

1) Sont nommés gérants pour une durée indéterminée:

- a) Ian Francis Wade, Administrateur, demeurant à 27A Block 1, Grand Garden, 61, South Bay Road, Honk Kong;
- b) Allan Soby Feldt, Administrateur, demeurant à Stigardsvej 26, 2680 Solrod Strand, Denmark;
- c) Kenneth Son Va Cheok, Administrateur, demeurant à 41, Plater Drive, Waterside, Oxford OX2 6QU, United Kingdom;
- d) Robert Martin Finnegan, Administrateur, demeurant à Flat 9, The Wharf House, Juxon Street, Oxford OX2 6DU, United Kingdom;
- e) Edith Shih, Administrateur, demeurant à 13C, Po Garden, 9, Brewin Path, Hong Kong.

En conformité avec l'article dix, chaque gérant aura individuellement et sous sa seule signature les pleins pouvoirs pour engager la société pour tous actes, dans les limites fixées par son objet social ou la loi.

2) Le siège social de la Société est établi à L-1728 Luxembourg, 7, rue du Marché aux Herbes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate par le présent qu'à la requête du fondateur les présents statuts sont rédigés en anglais suivis d'une version française, à la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, il a signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: P. Van Hees, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 2 février 2001, vol. 128S, fol. 19, case 6. – Reçu 5.042 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 mars 2001.

J. Elvinger.

(16983/211/236) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2001.

Z-VENTURES S.A., Société Anonyme.

Registered office: L-1471 Luxembourg, 400, route d'Esch.

STATUTES

In the year two thousand and one, on the twenty-third of January.
Before Us, Maître Elvinger, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

1. WATERSIDE FINANCIAL LTD, a company incorporated under British Virgin Islands Law and having its registered office at Skelton Building, Road Town Tortola, Main Street, P.O. box 3136, British Virgin Islands.

2. Mr Gérard Becquer, réviseur d'entreprises, residing at L-1471 Luxembourg, 400, route d'Esch.

Both of them hereby represented by Mr Hubert Janssen, jurist, residing in Torgny (Belgium), undersigned, by virtue of proxies given under private seal.

The party sub 1. acting as founder and the party sub 2. acting as subscriber of the company.

The beforesaid proxies, being initialled ne varietur by the appearing person and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties, acting in their hereinbove stated capacities, have requested the notary to draw up the following Articles of Incorporation of a société anonyme which they declared to organize among themselves.

Art. 1. Between those present this day and all persons who will become owners of the shares mentioned hereafter, a Luxembourg S.A. is hereby formed under the title Z-VENTURES, S.A.

Art. 2. The Company is established for an unlimited period from the date thereof. The Company may be dissolved at any moment by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles of Incorporation.

Art. 3. The Registered Office of the Company is at Luxembourg.

Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic or social, which would prevent the normal activity at the Registered Office of the Company, the Registered Office of the Company may be transferred

by decision of the Board of Directors to any other locality of the Grand Duchy of Luxembourg and even abroad, and until such time as the situation becomes normalised.

Art. 4. The object of the Company is to provide advice and consulting services directly or indirectly related to any economic, legal and technical matters. Such area of expertise must be interpreted in the most general sense.

The Company shall develop its corporate purpose either directly or indirectly through subcontracting or through participating investments in shares or in any kind of participation titles in entities with an identical or similar corporate purpose.

The hereabove activities shall not be considered as exhaustive, but only as declaratory.

The Company may act as well as a holding company by owning equity interests in other Luxembourg or foreign enterprises; to acquire any securities and rights through participation, contribution, underwriting firm purchase or option, negotiation or in any other way and namely to acquire patents and licences, to manage and develop them; to grant to enterprises in which the Company has an interest, any assistance, loans, advances or guarantees.

The Company can perform all commercial, industrial and financial operations, connected directly or indirectly in all areas as described above in order to facilitate the accomplishment.

Art. 5. The subscribed capital is set at EUR 31,000.- (thirty-one thousand Euros), represented by 310 (three hundred and ten) shares with a nominal value of EUR 100.- (one hundred Euros) each, carrying one voting right in the general assembly.

All the shares are in bearer or nominative form.

The subscribed capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles of Incorporation.

The Company can proceed to the repurchase of its own shares within the bounds laid down by the law.

Art. 6. The Company is administered by a Board comprising at least three members, which elect a president among themselves. Their mandate may not exceed six years.

Art. 7. The Board of Directors possesses the widest powers to manage the business of the Company and to take all actions of disposal and administration which are in line with the object of the Company, and anything which is not a matter for the General Meeting in accordance with the present Articles or governed by law, comes within its competence. In particular it can arbitrate, agree to compromise, grant waivers and grant replevins with or without payment.

The Board of Directors is authorized to proceed to the payment of a provision of dividend within the bounds laid down by the law.

The Board of Directors may delegate all or part of its powers concerning the daily management of the Company's business, either to one or more Directors, or, as holders of a general or special proxy, to third persons who do not have to be shareholders of the Company. All acts binding the Company must be signed by the joint signatures of two Directors, or by an officer duly authorized by the Board of Directors.

Art. 8. Legal action, as claimant as well as defendant, will be taken in the name of the Company by one member of the Board of Directors, or by the person delegated to this office.

Art. 9. The Company's operations are supervised by one or more auditors. Their mandate may not exceed six years.

Art. 10. The Company's business year begins on January 1st and closes on December 31st. Exceptionally the first business year will begin today and close on December 31st, 2001.

Art. 11. The annual General Meeting is held on the first Tuesday in the month of June at 10.00 a.m. at the Company's Registered Office, or at an other place to be specified in the convening notices. If such day is a legal holiday the General Meeting will be held on the next following business day.

Art. 12. Any shareholder will be entitled to vote in person or through a proxy, who need not to be a shareholder himself.

Art. 13. The General Meeting has the widest powers to take or ratify any action concerning the Company. It decides how the net profit is allocated and distributed.

Art. 14. For any points not covered by the present articles, the parties refer to the provisions of the Act of August 10, 1915 and of the modifying Acts.

Subscription

The capital has been subscribed as follows:

1. WATERSIDE FINANCIAL LTD, prenamed, three hundred and nine shares	309
2. Gérard Becquer, prenamed, one share.	1
Total: three hundred and ten shares.	<u>310</u>

All these shares have been totally paid up in cash, and therefore the amount of EUR 31,000.- (thirty-one thousand EUR) is as now at the disposal of the Company Z-VENTURES S.A., proof of which has been duly given to the notary.

Statement

The notary declares that he has checked the existence of the conditions listed in Article 26 of the commercial companies act and states explicitly that these conditions are fulfilled.

Costs

The amount of the expenses, remunerations and charges, in any form whatsoever, to be borne by the Company, or charged to it for its formation, amount to about seventy thousand Luxembourg Francs.

Extraordinary general meeting

The parties appearing, representing the totality of the capital and considering themselves as duly convoked, declare that they are meeting in an extraordinary general meeting and take the following resolutions by unanimity.

First resolved

The number of Directors is set at three and that of the auditors at one.

The following are appointed Directors:

1. Mr Gérard Becquer, réviseur d'entreprises, residing at L-1471 Luxembourg, 400, route d'Esch.
2. Mr Pierre Donis, expert comptable, residing at L-1471 Luxembourg, 400, route d'Esch.
3. Mr Luc Trivaudey, expert comptable, residing at L-1471 Luxembourg, 400, route d'Esch.

Their terms of office will expire after the annual meeting of shareholders which will approve the financial statements at December 31st, 2001.

Second resolved

Is elected as statutory auditor:

PricewaterhouseCoopers, S.à r.l., having its registered office at L-1471 Luxembourg, 400, route d'Esch.

Its term of office will expire after the annual meeting of shareholders which will approve the financial statements at December 31st, 2001.

Third resolved

The address of the Company is fixed at 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg.

The Board of Directors is authorized to change the address of the Company inside the municipality of the Company's corporate seat.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary, by their surnames, Christian names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille un, le vingt-trois janvier.

Par-devant Maître Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Ont comparu:

1. WATERSIDE FINANCIAL LTD, une société de droit des Iles Vierges Britanniques, ayant son siège social à Skelton Building, Road Town Tortola, Main Street, P.O. box 3136, Iles Vierges Britanniques.

2. M. Gérard Becquer, réviseur d'entreprises, demeurant à L-1471 Luxembourg, 400, route d'Esch.

Tous deux ici représentés en vertu de procurations sous seing privé par Monsieur Hubert Janssen, juriste, demeurant à Torgny (Belgium).

Le comparant sub 1. agissant comme fondateur et le comparant sub 2. agissant comme souscripteur de la société.

Lesdites procurations, paraphées ne varietur par le comparant et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisées avec lui.

Lesquels comparants, agissant ès-dites qualités, ont requis le notaire instrumentant de dresser l'acte constitutif d'une société anonyme qu'ils déclarent constituer entre eux et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Il est constitué par les présentes entre les comparants et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées une société anonyme luxembourgeoise, dénommée Z-VENTURES S.A.

Art. 2. La société est constituée pour une durée illimitée à compter de ce jour. Elle peut être dissoute à tout moment par une décision des actionnaires délibérant dans les conditions requises pour un changement des statuts.

Art. 3. Le siège de la société est établi à Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique ou social feraient obstacle à l'activité normale de la société à son siège ou seraient imminents, le siège social pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg et même à l'étranger, et ce jusqu'à la disparition desdits événements.

Art. 4. La société a pour objet la fourniture d'avis et de services de consultance directement ou indirectement liés aux matières économiques, légales et techniques. Ce domaine d'expertise devant s'interpréter dans sa plus large acception.

La société développera son objet social soit directement soit indirectement par voie de sous-traitance ou par la prise de participation, en actions ou sous quelque autre forme que ce soit, dans des entités ayant un objet identique ou similaire.

La liste ci-dessus étant exemplative et non limitative.

La société peut également agir telle une société de participation financière. Elle peut s'intéresser au travers de participations sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, d'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière et notamment l'acquisition de brevets et licences, leur gestion et leur mise en valeur, l'octroi aux entreprises auxquelles elle s'intéresse, de tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société peut réaliser toutes opérations commerciales, industrielles et financières en relation directe ou indirecte avec tous les secteurs prédécrits, de manière à en faciliter l'accomplissement.

Art. 5. Le capital souscrit est fixé à EUR 31.000,- (trente et un mille EUR), représenté par 310 (trois cent dix) actions de EUR 100,- (cent EUR) chacune, disposant chacune d'une voix aux assemblées générales.

Toutes les actions sont nominatives ou au porteur.

Le capital souscrit de la société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions sous les conditions prévues par la loi.

Art. 6. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins et qui élit un président dans son sein. Ils sont nommés pour un terme n'excédant pas six années.

Art. 7. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires sociales et faire tous les actes de disposition et d'administration qui rentrent dans l'objet social, et tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par les présents statuts ou par la loi, est de sa compétence. Il peut notamment accepter des compromis, transiger, consentir tous désistements et mainlevées avec ou sans paiement.

Le conseil d'administration est autorisé à procéder au versement d'acomptes sur dividendes aux conditions et suivant les modalités fixées par la loi.

Le conseil d'administration peut déléguer tout ou partie de la gestion journalière des affaires de la société, ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et/ou agents, associés ou non-associés.

La société se trouve engagée, soit par la signature collective de deux administrateurs, soit par la signature individuelle de la personne à ce déléguée par le conseil.

Art. 8. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, seront suivies au nom de la société par un membre du conseil ou la personne à ce déléguée par le conseil.

Art. 9. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires. Ils sont nommés pour un terme n'excédant pas six années.

Art. 10. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre. Par dérogation le premier exercice commencera aujourd'hui même pour finir le 31 décembre 2001.

Art. 11. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le premier mardi du mois de juin à 10 heures au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les avis de convocation. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée se réunira le premier jour ouvrable suivant.

Art. 12. Tout actionnaire aura le droit de voter lui-même ou par mandataire, lequel peut ne pas être lui-même actionnaire.

Art. 13. L'assemblée générale a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société. Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Art. 14. Pour tous points non réglés aux présents statuts, les parties se soumettent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 et aux lois modificatives.

Souscription

Le capital social a été souscrit comme suit:

1. WATERSIDE FINANCIAL LTD, prénommée, trois cent neuf actions	309
2. Monsieur Gérard Becquer, prénommé, une action	1
Total: trois cent dix actions.	310

Toutes les actions ainsi souscrites ont été entièrement libérées par des versements en numéraire, de sorte que la somme de EUR 31.000,- (trente et un mille Euros) se trouve dès maintenant à la disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Déclaration

Le notaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société, ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ septante mille francs luxembourgeois.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparants ès qualités qu'ils agissent, représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire, à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués et, à l'unanimité, ils ont pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.

Sont nommés aux fonctions d'administrateurs:

1. Mr Gérard Becquer, réviseur d'entreprises, demeurant à L-1471 Luxembourg, 400, route d'Esch.
2. Mr Pierre Donis, expert comptable, demeurant à L-1471 Luxembourg, 400, route d'Esch.
3. Mr Luc Trivaudey, expert comptable, demeurant à L-1471 Luxembourg, 400, route d'Esch.

La durée de leur mandat expirera lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes annuels au 31 décembre 2001.

Deuxième résolution

Est nommé commissaire:

PricewaterhouseCoopers, S.à r.l., ayant son siège social à L-1471 Luxembourg, 400, route d'Esch.

La durée de son mandat expirera lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes annuels au 31 décembre 2001.

Troisième résolution

L'adresse de la société est fixée au 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg.

Le conseil d'administration est autorisé à changer l'adresse de la société à l'intérieur de la commune du siège social statutaire.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des personnes comparantes les présents statuts sont rédigés en anglais suivis d'une version française, à la requête des mêmes personnes et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, les comparants ont tous signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: H. Janssen, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 30 janvier 2001, vol. 128S, fol. 10, case 7. – Reçu 12.505 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 mars 2001.

J. Elvinger.

(16984/211/233) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2001.

**DTZ CONSULTING LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme,
(anc. AMADEUS CONSULTANTS LUXEMBOURG S.A.).**

Siège social: L-2529 Howald, 37, rue des Scillas.

R. C. Luxembourg B 68.586.

L'an deux mille un, le sept février.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Se réunit une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme AMADEUS CONSULTANTS LUXEMBOURG S.A., ayant son siège social à L-2529 Howald, 37, rue des Scillas, R. C. Luxembourg section B numéro 68.586, constituée suivant acte reçu le 18 février 1999, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 344 du 14 mai 1999.

L'assemblée est présidée par Monsieur Jean-Pierre Lequeux, managing director, demeurant à Mont-Saint-Martin (France).

Le président désigne comme secrétaire Monsieur Patrick van Hees, juriste, demeurant à Messancy (Belgique).

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Hubert Janssen, juriste, demeurant à Torgny (Belgique).

Le président prie le notaire d'acter que:

I.- Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et les procurations, une fois signées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II.- Il ressort de la liste de présence que les 3.000 (trois mille) actions, représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les actionnaires ont été préalablement informés.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1.- Changement de la dénomination sociale de AMADEUS CONSULTANTS LUXEMBOURG S.A. en DTZ CONSULTING LUXEMBOURG S.A.

2.- Changement de l'objet social, dont le texte est le suivant:

«La société a pour objet toutes opérations de prestation de services administratifs, et plus particulièrement la mise en relation des clients et la gestion de projets dans le domaine de la mise en place, l'organisation et l'aménagement d'espaces de travail, principalement d'espaces de bureaux.

La société a en outre pour objet l'activité de coordination de sécurité et santé sur chantiers temporaires et mobiles, relatives au règlement grand-ducal du 4 novembre 1994.

La société a également pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par ven-

te, échange ou de toute autre manière, de valeurs mobilières de toutes espèces, la gestion ou la mise en valeur de brevets et de licences y rattachées.

La société peut prêter ou emprunter avec ou sans garantie, elle peut participer à la création et au développement de toutes sociétés et leur prêter tous concours. D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle de surveillance et de documentation et faire tous actes, transactions ou opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières, se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou qui seraient de nature à en faciliter ou développer la réalisation.»

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, les actionnaires décident ce qui suit, à l'unanimité:

Première résolution

L'assemblée décide de changer la dénomination sociale de la société en DTZ CONSULTING LUXEMBOURG S.A. et de modifier par conséquent le deuxième paragraphe de l'article premier des statuts pour lui donner la teneur suivante: «La société adopte la dénomination DTZ CONSULTING LUXEMBOURG S.A.»

Deuxième résolution

L'assemblée décide de modifier l'article trois (objet) des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«3.1. La société a pour objet toutes opérations de prestation de services administratifs, et plus particulièrement la mise en relation des clients et la gestion de projets dans le domaine de la mise en place, l'organisation et l'aménagement d'espaces de travail, principalement d'espaces de bureaux.

3.2. La société a en outre pour objet l'activité de coordination de sécurité et santé sur chantiers temporaires et mobiles, relatives au règlement grand-ducal du 4 novembre 1994.

3.3. La société a également pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière, de valeurs mobilières de toutes espèces, la gestion ou la mise en valeur de brevets et de licences y rattachés.

3.4. La société peut prêter ou emprunter avec ou sans garantie, elle peut participer à la création et au développement de toutes sociétés et leur prêter tous concours. D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle de surveillance et de documentation et faire tous actes, transactions ou opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières, se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou qui seraient de nature à en faciliter ou développer la réalisation.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: J.-P. Lequeux, P. Van Hees, H. Janssen, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 15 février 2001, vol. 8CS, fol. 38, case 4. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} mars 2001.

J. Elvinger.

(17003/211/72) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2001.

CIR INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 15.381.

Il résulte de la réunion du conseil d'administration de la société tenue en date du 20 février 2001 que:

- la démission de Monsieur Carlo De Benedetti de son mandat de Président du Conseil d'Administration de la société a été acceptée;

- la démission de Monsieur Rodolfo De Benedetti de son mandat d'Administrateur-Délégué de la société a été acceptée;

- Monsieur Pierluigi Ferrero, administrateur de sociétés, demeurant à Via Ciovassino 1, I-20121 Milan a été nommé Président du Conseil d'Administration en remplacement de Monsieur Carlo De Benedetti et Administrateur-Délégué en remplacement de Monsieur Rodolfo De Benedetti.

En conséquence de ce qui précède, le Conseil d'Administration est composé comme suit:

- Monsieur Pierluigi Ferrero, Président du Conseil d'Administration, Administrateur-délégué;

- Monsieur Franco Girard, Administrateur avec pouvoir de signature de type A;

- Monsieur Michel Cicurel, Administrateur avec pouvoir de signature de type B;

- Monsieur Carlo Schlessler, Administrateur avec pouvoir de signature de type B;

- Monsieur Roger Burri, Administrateur avec pouvoir de signature de type B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 février 2001.

Signature.

Enregistré à Luxembourg, le 2 mars 2001, vol. 550, fol. 32, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(17056/581/24) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2001.

ANTLO S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 30.873.

Le bilan au 30 septembre 1998, enregistré à Luxembourg, le 5 mars 2001, vol. 550, fol. 37, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 mars 2001.

ANTLO S.A.

Signature / Signature

Administrateur / Administrateur

(17007/795/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2001.

ANTLO S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 30.873.

Le bilan au 30 septembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 5 mars 2001, vol. 550, fol. 37, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 mars 2001.

ANTLO S.A.

Signature / Signature

Administrateur / Administrateur

(17008/795/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2001.

ALPHA TRANSPORTING TRANSATLANTIQUE INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 66.042.

L'an deux mille un, le cinq février.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Se réunit l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme ALPHA TRANSPORTING TRANSATLANTIQUE INTERNATIONAL S.A., ayant son siège social à L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal, R. C. Luxembourg section B numéro 66.042, constituée suivant acte reçu le 20 août 1998, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 812 du 6 novembre 1998.

L'assemblée est présidée par Monsieur Giovanni Vittore, administrateur de sociétés, demeurant à Senningerberg.

Le président désigne comme secrétaire Monsieur Frédéric Noël, administrateur de sociétés, demeurant à Sanem.

L'assemblée choisit comme scrutateur Mademoiselle Daniela Cappello, juriste, demeurant à Luxembourg.

Le président prie le notaire d'acter que:

I.- Les actionnaires présents et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, qui sera signée et ci-annexée, le tout enregistré avec l'acte.

II.- Il appert de la liste de présence que les 1.250 (mille deux cent cinquante) actions, représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Augmentation de capital à concurrence de 6.504.000,- LUF (six millions cinq cent quatre mille francs luxembourgeois) en vue de le porter de son montant actuel de 1.250.000,- LUF (un million deux cent cinquante mille francs luxembourgeois) à un montant de 7.754.000,- LUF (sept millions sept cent cinquante-quatre mille francs luxembourgeois) par la création de 6.504 (six mille cinq cent quatre) actions nouvelles d'une valeur nominale de 1.000,- LUF (mille francs luxembourgeois) chacune, émises au pair et jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes.

2. Libération intégrale des actions nouvelles par versements en espèces par les actionnaires actuels au prorata de leur participation.

3. Modification de l'alinéa premier de l'article 5 des statuts qui aura dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 5.** Le capital social est fixé à 7.754.000,- LUF (sept millions sept cent cinquante-quatre mille francs luxembourgeois), représenté par 7.754 (sept mille sept cent cinquante-quatre) actions d'une valeur nominale de 1.000,- LUF (mille francs luxembourgeois) chacune.»

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière prend, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence de 6.504.000,- LUF (six millions cinq cent quatre mille francs luxembourgeois) pour les porter de son montant actuel de 1.250.000,- LUF (un million deux cent cinquante mille

francs luxembourgeois) à 7.754.000,- LUF (sept millions sept cent cinquante-quatre mille francs luxembourgeois), par l'émission de 6.504 (six mille cinq cent quatre) actions nouvelles d'une valeur nominale de 1.000,- LUF (mille francs luxembourgeois) chacune, émises au pair et jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes.

Deuxième résolution

L'assemblée décide d'admettre à la souscription des 6.504 (six mille cinq cent quatre) actions nouvelles les actionnaires actuels au prorata de leur participation actuelle dans le capital social de la société.

Intervention - Souscription - Libération

Ensuit sont intervenus les actionnaires actuels, prénommés, lesquels ont déclaré souscrire aux 6.504 (six mille cinq cent quatre) actions nouvelles au prorata de leur participation actuelle dans le capital social de la société et les libérer intégralement en numéraire, de sorte que la société a dès maintenant à sa libre et entière disposition la somme de 6.504.000,- LUF (six millions cinq cent quatre mille francs luxembourgeois), ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Troisième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec les résolutions qui précèdent, l'assemblée décide de modifier le premier alinéa de l'article cinq des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«Le capital social est fixé à 7.754.000,- LUF (sept millions sept cent cinquante-quatre mille francs luxembourgeois), représenté par 7.754 (sept mille sept cent cinquante-quatre) actions d'une valeur nominale de 1.000,- LUF (mille francs luxembourgeois) chacune.»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de cent vingt-cinq mille francs luxembourgeois.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: G. Vittore, F. Noël, D. Cappello, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 13 février 2001, vol. 128S, fol. 36, case 7. – Reçu 65.040 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} mars 2001.

J. Elvinger.

(17001/211/67) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2001.

ALPHA TRANSPORTING TRANSATLANTIQUE INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 66.042.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2001.
(17002/211/7) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2001.

BY-HARD FINANCES S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R. C. Luxembourg B 42.791.

*Rectificatif de l'extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire
du 21 avril 2000 enregistré à Luxembourg le 12 septembre 2000, vol. 541, fol. 85, case 2,
déposé au R. C. le 14 septembre 2000 et publié au Mémorial C n° 113 du 14 février 2001*

A partir de l'exercice social commençant le 1^{er} janvier 2000, et conformément à la loi du 10 décembre 1998, le capital social de FRF 1.500.000,- est converti à EUR 228.673,53 puis augmenté par prélèvement sur les résultats reportés pour le porter à EUR 228.900,- représenté par 300 actions d'une valeur nominale de EUR 763,- chacune. Suite à cette résolution, l'Assemblée a constaté que seul l'article trois des statuts de la société a été modifié et prendra la teneur suivante:

«**Art. 3.** Le capital social est fixé à deux cent vingt-huit mille neuf cents Euros (EUR 228.900,-) représenté par trois cents (300) actions d'une valeur nominale de sept cent soixante-trois euros (EUR 763,-) chacune.»

Pour la société

BY-HARD FINANCES S.A.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 2 mars 2001, vol. 550, fol. 30, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(17031/005/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2001.

BALBIS S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 27.074.

Le bilan au 31 décembre 1998, enregistré à Luxembourg, le 5 mars 2001, vol. 550, fol. 37, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 mars 2001.

BALBIS S.A.

Signature / Signature

Administrateur / Administrateur

(17013/795/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2001.

BALBIS S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 27.074.

Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 5 mars 2001, vol. 550, fol. 37, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 mars 2001.

BALBIS S.A.

Signature / Signature

Administrateur / Administrateur

(17014/795/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2001.

BANTLEON EUR-DYNAMIC INVEST S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 50, avenue J.F. Kennedy.
R. C. Luxembourg B 77.837.

Président: Werner A. Schubiger, BANTLEON BANK AG, Zug
Administrateurs: Marcel Rösch, BANTLEON BANK AG, Zug
Jacques Bofferding, BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG S.A., Luxembourg
Peter Rommelfangen, BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG S.A., Luxembourg

Luxembourg, le 13 février 2001.

Pour BANTLEON EUR-DYNAMIC INVEST S.A.

BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG S.A.

S. Heirendt-Faramelli / L. Di Vora

Enregistré à Luxembourg, le 5 mars 2001, vol. 550, fol. 39, case 1. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(17015/000/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2001.

BANTLEON INVEST S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 50, avenue J.F. Kennedy.
R. C. Luxembourg B 72.580.

Le conseil d'administration se compose désormais comme suit:

Président: Werner A. Schubiger, BANTLEON BANK AG, Zug
Administrateurs: Marcel Rösch, BANTLEON BANK AG, Zug
Jacques Bofferding, BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG S.A., Luxembourg
Peter Rommelfangen, BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG S.A., Luxembourg

Luxembourg, le 13 février 2001.

Pour BANTLEON INVEST S.A.

BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG S.A.

S. Heirendt-Faramelli / L. Di Vora

Enregistré à Luxembourg, le 5 mars 2001, vol. 550, fol. 39, case 1. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(17016/000/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2001.

BANTLEON US-BENCHMARK INVEST S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 50, avenue J.F. Kennedy.
R. C. Luxembourg B 77.838.

Le conseil d'administration se compose désormais comme suit:

Président: Werner A. Schubiger, BANTLEON BANK AG, Zug
Administrateurs: Marcel Rösch, BANTLEON BANK AG, Zug
Jacques Bofferding, BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG S.A., Luxembourg
Peter Rommelfangen, BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG S.A., Luxembourg

Luxembourg, le 13 février 2001.

Pour BANTLEON US-BENCHMARK INVEST S.A.
BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG S.A.
S. Heirendt-Faramelli / L. Di Vora

Enregistré à Luxembourg, le 5 mars 2001, vol. 550, fol. 39, case 1. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(17017/000/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2001.

BELLERY HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 47.229.

Le bilan au 31 mars 2000, enregistré à Luxembourg, le 5 mars 2001, vol. 550, fol. 37, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 mars 2001.

BELLERY HOLDING S.A.
Signature / Signature
Administrateur / Administrateur

(17020/795/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2001.

BLAIRMONT S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 24.725.

Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 5 mars 2001, vol. 550, fol. 37, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 mars 2001.

BLAIRMONT S.A.
Signature / Signature
Administrateur / Administrateur

(17027/795/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2001.

BSI-MULTINVEST, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2951 Luxembourg, 50, avenue J.F. Kennedy.
R. C. Luxembourg B 74.740.

Le conseil d'administration se compose désormais comme suit:

Dr Alfredo Gysi, BSI AG, Lugano
Dr Jan van Troostenburg De Bruyn, BSI AG, Lugano
Dr Gianni Aprile, BSI AG, Lugano
M. Jacques Bofferding, BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG S.A., Luxembourg.

Luxembourg, le 13 février 2001.

Pour BSI-MULTINVEST, SICAV
BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG S.A.
S. Heirendt-Faramelli / L. Di Vora

Enregistré à Luxembourg, le 5 mars 2001, vol. 550, fol. 39, case 1. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(17029/000/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2001.

BELUX IMMO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 39.328.

Le bilan au 30 juin 2000, enregistré à Luxembourg, le 2 mars 2001, vol. 550, fol. 30, case 3, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
BELUX IMMO S.A.

Signature

(17021/005/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2001.

BELUX IMMO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 39.328.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 26 novembre 2000

Messieurs Norbert Werner, Jean Bintner et Norbert Schmitz sont réélus Administrateurs pour une nouvelle période de 6 ans. Monsieur Eric Herremans est réélu Commissaire aux Comptes pour une nouvelle période de 6 ans.

Conformément à l'article 100 sur les sociétés, il a été voté la continuation de l'activité de la société malgré une perte supérieure au trois quart du capital.

A partir de l'exercice social commençant le 1^{er} juillet 2000, et conformément à la loi du 10 décembre 1998, le capital social de LUF 1.250.000,- est converti à EUR 30.986,69 représenté par 1.250 actions sans désignation de valeur nominale. Suite à cette résolution, l'Assemblée a constaté que seul l'article cinq des statuts de la société a été modifié et prendra la teneur suivante:

«**Art. 5.** Le capital social est fixé à trente mille neuf cent quatre-vingt-six euros et soixante-neuf cents (EUR 30.986,69) représenté par mille deux cent cinquante (1.250) actions sans désignation de valeur nominale.

Pour la société
BELUX IMMO S.A.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 2 mars 2001, vol. 550, fol. 30, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(17022/005/22) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2001.

CERATON HOLDING, Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 26.040.

Le bilan au 31 décembre 1997, enregistré à Luxembourg, le 5 mars 2001, vol. 550, fol. 37, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 mars 2001.

CERATON HOLDING

Signature / Signature

Administrateur / Administrateur

(17048/795/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2001.

CERATON HOLDING, Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 26.040.

Le bilan au 31 décembre 1998, enregistré à Luxembourg, le 5 mars 2001, vol. 550, fol. 37, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 mars 2001.

CERATON HOLDING

Signature / Signature

Administrateur / Administrateur

(17049/795/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2001.

CERATON HOLDING, Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 26.040.

Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 5 mars 2001, vol. 550, fol. 37, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 mars 2001.

CERATON HOLDING

Signature / Signature

Administrateur / Administrateur

(17050/795/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2001.

CERATON HOLDING, Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 26.040.

L'an deux mille un, le sept février.

Par-devant Maître Marthe Thyès-Walch, notaire de résidence à Luxembourg, soussignée.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme holding CERATON HOLDING, ayant son siège social à L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey, inscrite au registre du commerce et des sociétés à Luxembourg, section B sous le numéro 26.040, constituée suivant acte reçu en date du 25 mai 1987, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations numéro 269 du 1^{er} octobre 1987 et dont les statuts n'ont subi à ce jour aucune modification.

L'assemblée est présidée par Monsieur Jean-Paul Reiland, employé privé, demeurant à Bissen.

Monsieur le président désigne comme secrétaire Mademoiselle Salette Rocha, employée privée, demeurant à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutatrice Mademoiselle Patricia Ceccotti, employée privée, demeurant à Dudelange.

Monsieur le président déclare et prie le notaire d'acter.

I.- Que les actionnaires présents ou représentés et les actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée ne varietur par les membres du bureau et le notaire soussigné. Ladite liste de présence, ainsi que les procurations, resteront annexées au présent acte pour être soumises en même temps aux formalités de l'enregistrement.

II.- Que la présente assemblée générale a été convoquée par un avis de convocation publié:

- au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 39 du 20 janvier 2001 et numéro 67 du 30 janvier 2001;

- au journal «Letzebuenger Journal» en date des 20 et 30 janvier 2001.

III.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1. Décision de prononcer la dissolution de la société.
2. Décision de procéder à la mise en liquidation de la société.
3. Décharge au Conseil d'Administration et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leurs mandats jusqu'au jour de la mise en liquidation de la société.
4. Désignation d'un ou de plusieurs liquidateurs et détermination de leurs pouvoirs.

IV.- Qu'il appert de la liste de présence prémentionnée que sur les mille (1.000) actions actuellement en circulation et représentant l'intégralité du capital social, quatre (4) sont dûment représentées à la présente assemblée générale extraordinaire.

V.- Que vu l'ordre du jour et les prescriptions de l'article 67-1 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée par la suite, la présente assemblée n'est pas régulièrement constituée et ne peut délibérer sur l'ordre du jour lui soumis pour défaut du quorum de présence requis.

Qu'une deuxième assemblée générale extraordinaire des actionnaires devra donc être convoquée avec le même ordre du jour par des annonces à faire paraître dans les délais prévus par la loi, laquelle régulièrement constituée délibérerait valablement quelle que soit la portion du capital représentée.

De tout ce qui précède, le notaire instrumentant a dressé le présent procès-verbal, fait et passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite, les comparants prémentionnés ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: J.-P. Reiland, S. Rocha, P. Ceccotti, M. Walch.

Enregistré à Luxembourg, le 13 février 2001, vol. 128S, fol. 36, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} mars 2001.

M. Thyès-Walch.

(17051/233/49) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2001.

BETULA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 42.480.

Le bilan au 31 mars 2000, enregistré à Luxembourg, le 2 mars 2001, vol. 550, fol. 30, case 3, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

BETULA S.A.

Signature

(17023/005/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2001.

BETULA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 42.480.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 18 avril 2000

A partir de l'exercice social commençant le 1^{er} avril 2000, et conformément à la loi du 10 décembre 1998, le capital social de ITL 5.000.000.000,- est converti à EUR 2.582.284,50 puis augmenté par prélèvement sur le résultat reporté pour le porter à EUR 2.587.500,- représenté par 1.250 actions d'une valeur nominale de EUR 2.070,- chacune. Suite à cette résolution, l'Assemblée a constaté que seul l'article quatre des statuts de la société a été modifié et prendra la teneur suivante:

«**Art. 4.** Le capital social est fixé à deux millions cinq cent quatre-vingt-sept mille cinq cents euros (EUR 2.587.500,-) représenté par mille deux cent cinquante (1.250) actions d'une valeur nominale de deux mille soixante-dix euros (EUR 2.070,-) chacune.»

Pour la société

BETULA S.A.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 2 mars 2001, vol. 550, fol. 30, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(17024/005/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2001.

BRITAX INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 66.466.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2001.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

J. Elvinger.

(17028/211/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2001.

CA EUROPEAN BOND S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 28.332.

Le conseil d'administration se compose désormais comme suit:

Ernst Krehan, CAPITAL INVEST-DIE KAPITALANLAGEGESELLSCHAFT DER BANK AUSTRIA GRUPPE, GmbH,
Vienne

Jürgen Kullnigg, CREDITANSTALT, Vienne

Robert Hoffmann, Luxembourg

Loris Di Vora, BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG S.A., Luxembourg.

Luxembourg, le 13 février 2001.

Pour CA EUROPEAN BOND S.A.

BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG S.A.

S. Heirendt-Faramelli / L. Di Vora

Enregistré à Luxembourg, le 5 mars 2001, vol. 550, fol. 39, case 1. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(17032/000/18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2001.

BUSINESS ANGEL VENTURE S.A. (B.A. VENTURE S.A.), Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 71.731.

—
RECTIFICATIF

Le bilan rectifié au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 2 mars 2001, vol. 550, fol. 30, case 3, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

BUSINESS ANGEL VENTURE S.A. (B.A. VENTURE S.A.)

Signature

(17030/005/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2001.

CA EUROPEAN BOND ADVISOR S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 28.333.

—
Le conseil d'administration se compose désormais comme suit:

Ernst Krehan, CAPITAL INVEST-DIE KAPITALANLAGEGESELLSCHAFT DER BANK AUSTRIA GRUPPE, GmbH,
Vienne

Jürgen Kullnigg, CREDITANSTALT, Vienne

Wolfgang Lichtl, BANK AUSTRIA AKTIENGESELLSCHAFT-LONDON BRANCH, Londres

Robert Hoffmann, Luxembourg

Loris Di Vora, BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG S.A., Luxembourg.

Luxembourg, le 13 février 2001.

Pour CA EUROPEAN BOND ADVISOR S.A.

BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG S.A.

S. Heirendt-Faramelli / L. Di Vora

Enregistré à Luxembourg, le 5 mars 2001, vol. 550, fol. 39, case 1. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(17033/000/19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2001.

CARALTO HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 12, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 17.938.

—
Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 6 mars 2001, vol. 550, fol. 40, case 8, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour le Conseil d'Administration

Signature

(17037/535/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2001.

DB SYSTEMES S.A., Société Anonyme.

Siège social: Bertrange.
R. C. Luxembourg B 77.716.

—
Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration tenue par vote circulaire le 7 février 2001

Il résulte des résolutions prises que Monsieur Alain Lesquoy est administrateur-délégué de la société avec droit de cosignature obligatoire.

Fait à Bertrange, le 7 février 2001.

Pour extrait conforme

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 14 février 2001, vol. 549, fol. 71, case 7. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Délivré à la demande de la société, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 21 février 2001.

G. Lecuit.

(17073/220/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2001.

CANILLAC HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 8, avenue Marie-Thérèse.
R. C. Luxembourg B 60.388.

Le bilan au 31 août 2000, enregistré à Luxembourg, le 1^{er} mars 2001, vol. 550, fol. 27, case 10, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 mars 2001.

CANILLAC HOLDING S.A.

Signature

Administrateur

(17035/046/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2001.

CANILLAC HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 8, avenue Marie-Thérèse.
R. C. Luxembourg B 60.388.

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue à Luxembourg
le 11 janvier 2001 à 10.00 heures*

Résolution

L'assemblée décide de convertir le capital social et le capital autorisé actuellement exprimés en FRF en EUR avec effet au 1^{er} septembre 2000.

L'assemblée décide de supprimer la valeur nominale des actions émises.

L'assemblée décide d'augmenter le capital social par incorporation de réserve, dans le cadre défini par la loi relative à la conversion par les sociétés commerciales de leur capital en euros, pour le porter de son montant actuel de EUR 121.959,21 à EUR 122.000,-.

L'assemblée décide d'augmenter le capital autorisé, dans le cadre défini par la loi relative à la conversion par les sociétés commerciales de leur capital en euros, pour le porter de son montant actuel de EUR 457.347,05 à EUR 460.000,-.

L'assemblée décide d'adapter les trois premiers paragraphes de l'article 3 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«Le capital social est fixé à cent vingt-deux mille euros (EUR 122.000,-), représenté par huit mille (8.000) actions sans mention de valeur nominale.

Toutes les actions sont au porteur, sauf dispositions contraires de la loi.

Le conseil d'administration est autorisé à augmenter le capital social pour le porter de son montant actuel à quatre cent soixante mille euros (EUR 460.000,-).»

Ces résolutions ont été adoptées à l'unanimité.

N. Pollefort

Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} mars 2001, vol. 550, fol. 27, case 10. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(17036/046/29) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2001.

**CABRI LUXEMBOURG, S.à r.l., (SONGEUR DIFFUSION LUXEMBOURG, S.à r.l.),
Société à responsabilité limitée.**

Siège social: Blaschette.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

N. Muller.

(17041/224/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2001.

**FININT FINANCE HOLDING S.A., Société Anonyme,
(anc. FININT FINANCE S.A.).**

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.
R. C. Luxembourg B 59.928.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 mars 2001.

E. Schlessler.

(17106/227/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2001.

CAROCAR S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 64.601.

Le bilan au 30 juin 1998, enregistré à Luxembourg, le 5 mars 2001, vol. 550, fol. 37, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 mars 2001.

Certifié sincère et conforme

CAROCAR S.A.

Signature / Signature

Administrateur / Administrateur

(17042/795/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2001.

CAROCAR S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 64.601.

Le bilan au 30 juin 1999, enregistré à Luxembourg, le 5 mars 2001, vol. 550, fol. 37, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 mars 2001.

Certifié sincère et conforme

CAROCAR S.A.

Signature / Signature

Administrateur / Administrateur

(17043/795/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2001.

CAROCAR S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 64.601.

Le bilan au 30 juin 2000, enregistré à Luxembourg, le 5 mars 2001, vol. 550, fol. 37, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 mars 2001.

Certifié sincère et conforme

CAROCAR S.A.

Signature / Signature

Administrateur / Administrateur

(17044/795/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2001.

DICAM WORLD WIDE INVESTMENT FUND, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 21.325.

Le conseil d'administration se compose désormais comme suit:

Kiyotaka Hoshino

Nobumasa Wakabayashi

Yutaka Ono

Michel Waringo

Luxembourg, le 13 février 2001.

Pour DICAM WORLD WIDE INVESTMENT FUND, SICAV

BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG S.A.

S. Heirendt-Faramelli / L. Di Vora

Enregistré à Luxembourg, le 5 mars 2001, vol. 550, fol. 39, case 1. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(17077/000/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2001.

**CC IMMO, S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. COMTRONIC, S.à r.l.).**

Siège social: L-6730 Grevenmacher, 7, Grand-rue.
R. C. Luxembourg B 16.268.

Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Echternach, le 7 février 2001, vol. 133, fol. 51, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 5 mars 2001.

Signatures.

(17047/551/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2001.

BLACKACRE LUXEMBOURG, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Registered office: L-1471 Luxembourg, 400, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 69.619.

In the year two thousand and one, on the seventh of February.

Before Maître Joseph Elvinger, notary residing at Luxembourg.

Is held an Extraordinary General Meeting of the shareholders of BLACKACRE LUXEMBOURG, S.à r.l., a «société à responsabilité limitée» (limited liability company), having its registered office at L-2453 Luxembourg, 16, rue Eugène Ruppert, trade register Luxembourg section B number 69.619, incorporated by deed dated on April 29, 1999, published in the Mémorial C n° 529 of July 10th, 1999, Recueil des Sociétés et Associations, and whose Articles of Association have been amended on August 5, 1999, published in the Mémorial C n° 845 of November 12th, 1999.

The meeting is presided by Miss Charlotte Bastin, employee, residing in Luxembourg.

The chairman appoints as secretary Mr Patrick Van Hees, jurist, residing at Messancy, Belgium.

The meeting elects as scrutineer Mr Hubert Janssen, jurist, residing at Torgny-Rouvroy, Belgium.

The chairman requests the notary to act that:

I. The shareholders present or represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list. That list and proxies, signed by the appearing persons and the notary, shall remain here annexed to be registered with the minutes.

II. As appears from the attendance list, the 288 (two hundred eighty-eight) shares, representing the whole capital of the company, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the shareholders have been beforehand informed.

III. The agenda of the meeting is the following:

Agenda:

1. Increase of the corporate capital by an amount of EUR 22,900 (twenty-two thousand nine hundred Euros) so as to raise it from its present amount of EUR 28,800 (twenty-eight thousand and eight hundred Euros) to EUR 51,700 (fifty-one thousand seven hundred Euros) by the issue of 229 (two hundred twenty-nine) new shares having a par value of EUR 100 (one hundred Euros) each.

2. Subscription of all new shares by BLACKACRE LUXEMBOURG HOLDING LLC by contribution of a creditor of EUR 22,900 (twenty-two thousand nine hundred Euros),

3. Amendment of article 6 of the articles of incorporation in order to reflect such action.

4. Transfer of the registered office from 16, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg to 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg.

After the foregoing was approved by the meeting, the shareholders unanimously decide what follows:

First resolution

The meeting decides to increase the issued share capital by EUR 22,900 (twenty-two thousand nine hundred Euros), so as to raise it from its present amount of EUR 28,800 (twenty-eight thousand eight hundred Euros) to EUR 51,700 (fifty-one thousand seven hundred Euros), by the issue of 229 (two hundred twenty-nine) new shares having a par value of EUR 100 (one hundred Euros) each, to be subscribed and fully paid up by waiver by the sole partner of an unquestioned claim due for immediate payment, existing against BLACKACRE LUXEMBOURG, S.à r.l.

Second resolution

The meeting decides to accept the subscription of all the new shares by BLACKACRE LUXEMBOURG HOLDING LLC, a company incorporated under the laws of the United States of America, having its registered office at 9, East Loockerman Street, County of Kent, Dover, Delaware 19901, United States of America.

Intervention - Subscription - Payment.

Furthermore intervenes the aforementioned BLACKACRE LUXEMBOURG HOLDING LLC, here represented by Miss Charlotte Bastin, aforementioned, by virtue of the aforementioned proxy;

which declared to subscribe the 229 (two hundred twenty-nine) new shares and to pay them up by irrevocable waiver of its claim against BLACKACRE LUXEMBOURG, S.à r.l., the claim being waived up to EUR 22,900 (twenty-two thousand nine hundred Euros).

The sole partner declares that this contribution in kind really exists and that its value is at least equal to the amount of the increase of capital.

The evidence of existence, of the amount of such claim and of the renunciation is given to the undersigned notary by a certificate of acknowledgement of loan signed by the manager of the Luxembourg company and by the renunciation to the claim by the contributing company including in the proxy.

Third resolution

As a consequence of the foregoing resolutions, the meeting decides to amend article six of the articles of incorporation to read as follows:

«**Art. 6.** The Company's capital is set at EUR 51,700 (fifty-one thousand seven hundred Euros), represented by 517 (five hundred seventeen) shares of EUR 100 (one hundred Euros) each.

Fourth resolution

The meeting decides to transfer the registered office from 16, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg to 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the company as a result of the present deed, are estimated at approximately fifty thousand Luxembourg francs.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with Us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing persons and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction française:

L'an deux mille un, le sept février.

Par devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Se réunit une assemblée générale extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée BLACKACRE LUXEMBOURG, S.à r.l., ayant son siège social à L-2453 Luxembourg, 16, rue Eugène Ruppert, R. C. Luxembourg section B numéro 69.619, constituée suivant acte reçu le 29 avril 1999, publié au Mémorial C n° 529 le 10 juillet 1999, Recueil des Sociétés et Associations, et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu le 5 août 1999, publié au Mémorial C n° 845 le 12 novembre 1999.

L'assemblée est présidée par Mademoiselle Charlotte Bastin, employée privé, demeurant à Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Monsieur Patrick Van Hees, juriste, demeurant à Messancy, Belgique.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Hubert Janssen, juriste, demeurant à Torgny-Rouvroy, Belgique.

Le président prie le notaire d'acter que:

I. Les associés présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et les procurations, une fois signées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II. Il ressort de la liste de présence que les 288 (deux cent quatre-vingt-huit) parts, représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les associés ont été préalablement informés.

III. L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Augmentation du capital social à concurrence de EUR 22.900 (vingt-deux mille neuf cents Euros) pour le porter de son montant actuel de EUR 28.800 (vingt-huit mille huit cents Euros) à EUR 51,700 (cinquante et un mille sept cents Euros) par émission de 229 (deux cent vingt-neuf) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 100 (cent Euros) chacune.

2. Souscription de toutes les nouvelles parts sociales par BLACKACRE LUXEMBOURG HOLDING LLC par apport d'une créance de EUR 22.900 (vingt-deux mille neuf cents Euros).

3. Modification en conséquence de l'article 6 des statuts.

4. Transfert du siège social du 16, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg au 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, les associés décident ce qui suit, à l'unanimité:

Première résolution

L'assemblée décide d'augmenter le capital social souscrit à concurrence de EUR 22.900 (vingt-deux mille neuf cents Euros), pour le porter de son montant actuel de EUR 28.800 (vingt-huit mille huit cents Euros) à EUR 51.700 (cinquante et un mille sept cents Euros) par émission de 229 (deux cent vingt-neuf) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 100 (cent Euros) chacune, à souscrire et à libérer intégralement par renonciation à due concurrence à une créance certaine, liquide et exigible, existant à charge de la société BLACKACRE LUXEMBOURG, S.à r.l., au profit de l'associé unique.

Deuxième résolution

L'assemblée décide d'admettre à la souscription de la totalité des actions nouvelles BLACKACRE LUXEMBOURG HOLDING LLC, une société de droit des États-Unis d'Amérique, ayant son siège social à 9, East Lookerman Street, County of Kent, Dover, Delaware 19901, United States of America.

Intervention - Souscription - Libération

Intervient ensuite aux présentes BLACKACRE LUXEMBOURG HOLDING LLC, prénommée, ici représenté par Mademoiselle Charlotte Bastin, prénommée, en vertu d'une des procurations dont mention ci-avant; lequel, par son représentant susnommé, a déclaré souscrire les 229 (deux cent vingt-neuf) actions nouvelles et les libérer intégralement par renonciation définitive et irrévocable à une créance certaine, liquide et exigible, existant à son profit et à charge de la société BLACKACRE LUXEMBOURG S.à r.l., prédésignée, et en annulation de cette même créance à concurrence de EUR 22.900 (vingt-deux mille neuf cents Euros).

L'associé unique déclare que cet apport en nature existe réellement et que sa valeur est au moins égale à l'augmentation de capital.

La justification de l'existence, du montant de ladite créance et de la renonciation est apportée au notaire instrumentant par la production d'un certificat de reconnaissance de dette signé par le gérant de la société luxembourgeoise ainsi que par la déclaration de renonciation par la société apporteuse contenue dans la procuration,

Troisième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec les résolutions qui précèdent, l'associé unique décide de modifier l'article six des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 6.** Le capital social est fixé à EUR 51.700 (cinquante et un mille sept cents Euros), divisé en 517 (cinq cent dix-sept) parts sociales de EUR 100 (cent Euros) chacune.»

Quatrième résolution

L'assemblée décide le transfert du siège social du 16, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg au 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de cinquante mille francs luxembourgeois.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise constate que sur demande des comparants le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Signé: C. Bastin, P. Van Hees, H. Janssen, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 15 février 2001, vol. 128S, fol. 41, case 5. – Reçu 9.238 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} mars 2001.

J. Elvinger.

(17025/211/150) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2001.

BLACKACRE LUXEMBOURG, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 400, route d'Esch.

R. C. Luxembourg B 69.619.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2001. (17026/211/7) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2001.